

EN VISITE À DJELFA

Djerad : "le Président décide d'affecter 300 logements sociaux supplémentaires à la wilaya"

P. 24

LES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Djerad : "une marque d'infamie dans l'histoire de l'occupation française"

P. 24

COMMUNICATION-MÉDIAS

Belhimer : «la "violence expressive" via les réseaux sociaux est "inadmissible" et "menace" le tissu social national»

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Chanegriha : «le peuple tracera une "épopée grandiose" au service de la Patrie»

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a souligné samedi à Blida, que le peuple tracera, à l'occasion du référendum sur le projet de révision de la Constitution, "une épopée grandiose au service de la patrie", qui sera conservée dans l'histoire et préservée au sein de la mémoire collective de toute la nation, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Nous sommes totalement convaincus que ce peuple authentique tracera, à l'occasion du référendum sur le projet de révision de la Constitution, une épopée grandiose au service de la patrie, qui sera conservée dans l'histoire et préservée au sein de la mémoire collective de toute la nation. Cette épopée constituera une autre pierre, qui permettra à notre peuple fier de s'élever parmi les nations et les peuples, à travers sa participation massive dans ce référendum important, voire crucial", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP, dans une allocution à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection en 1^{ère} Région militaire à Blida.

P. 3

APS



HABITAT

"L'Etat poursuivra la réalisation des grands programmes de logements de formules différentes"

P. 4

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Un décret exécutif portant organisation des zones industrielles bientôt signé

P. 6

ENERGIE-ENTREPRISES

Plaidoirie pour l'accompagnement des jeunes dans la création de leurs startup

P. 6

SANTÉ

TORTICOLIS

Les bons gestes pour renforcer son cou

P.p 12-13

FOOTBALL

OLYMPIAKOS ATHENES

Soudani rejoue, huit mois après



P. 21

CINÉMA - PLF 2021

Possibilité de rétrocession des salles de cinéma inexploitées au ministère de la Culture

P. 16

ALGÉRIE-ONU
Les mesures sanitaires prises par l'Algérie se sont avérées efficaces (responsable onusien)

P. 2

PROJET D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Au menu d'une rencontre-débat avec la presse nationale, mardi à Alger



Le projet d'amendement de la Constitution sera, mardi prochain (14h00) à Alger, au menu d'une conférence-débat initiée par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

Inscrite dans le cadre des activités périodiques de l'organisation, cette rencontre est la seconde du genre, après celle tenue en mars dernier, au cours de laquelle la famille de la presse a été invitée à s'organiser pour contribuer au débat et à l'enrichissement de la première mouture de la Constitution.

Le rendez-vous de mardi, auquel le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, a été invité, se déroulera sous le thème "La place de la presse dans le projet de révision de la Constitution", en présence d'experts et de spécialistes.

ALGÉRIE - ONU

Les mesures sanitaires d'urgences prises par l'Algérie se sont avérées efficaces (responsable onusien)

L'Ambassadeur et coordinateur résident du système des Nations unies en Algérie et représentant de la FAO, Eric Overvest, a vivement félicité l'Algérie pour avoir mis en place une stratégie de coopération multi-institutionnelle et une planification sanitaire d'urgence qui se sont avérées "efficaces" contre la Covid-19.

"Je tiens vivement à féliciter l'Algérie pour avoir pris des mesures vigoureuses et efficaces pour faire face à la pandémie", a relevé, M. Overvest, samedi à Alger lors de la cérémonie de célébration de la journée mondiale de l'Alimentation 2020, organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

Il a également félicité, dans le même sillage, l'Algérie pour avoir mis en place, parallèlement à la riposte sanitaire, un vaste programme de soutien au secteur de l'agriculture et d'autres dispositions bénéfiques afin de renforcer l'offre et satisfaire la demande liées aux denrées alimentaires en temps de cette crise sanitaire.

M. Overvest qui représentait la FAO en Algérie (en l'absence de son représentant par intérim), a indiqué que par ses mesures d'accompagnement aux agriculteurs, l'Algérie a permis aux producteurs et aux transformateurs de continuer à travailler efficacement et à laisser les chaînes d'approvisionnement alimentaires ouvertes et sûres.

EXPLOSION DU GAZ À EL BAYADH

Le nombre des victimes s'alourdit à six morts

Une femme blessée dans l'accident de l'explosion de gaz survenu la semaine dernière à El Bayadh a succombé samedi à ses blessures, a-t-on appris auprès des membres de sa famille, portant le nombre de morts dans cet accident à six personnes.

Agée de 43 ans, la victime avait été transférée le jour de l'accident, soit samedi dernier, en urgence vers l'hôpital des grands brûlés de Douéra (Alger), en même temps que trois autres blessés, à bord de deux hélicoptères relevant des services de la protection civile.

L'accident d'explosion de gaz survenu dans la ville d'Al-Bayadh a également fait 17 blessés.

MONDE ARABE - HABITAT

Le 6^e congrès arabe de l'habitat les 22 et 23 décembre à Tunis



Le 6^e congrès arabe de l'habitat sera organisé, les 22 et 23 décembre à Tunis par visioconférence, en collaboration avec le secrétariat général de la Ligue Arabe.

Ce congrès verra la participation des pays arabes à travers la technique de la visioconférence et ce, en raison de la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus dans le monde, indique un communiqué du ministère tunisien de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire D'après la même source, le congrès se tiendra en collaboration avec le secrétariat général de la Ligue Arabe qui prendra en charge la tenue de la 37^{ème} session du conseil des ministres de l'habitat et de la reconstruction qui se tiendra à distance le 21 décembre prochain.

Ce congrès constitue une occasion pour prendre connaissance des différentes expériences menées par les pays arabes et d'échanger les expertises dans le domaine de l'habitat, la construction durable et le développement urbanistique.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

3 décès et 131 blessés en 24 heures



Trois personnes sont décédées et 131 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique dimanche un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour prodiguer des soins de première urgence à sept (07) personnes asphyxiées par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage de leur domicile dans la wilaya de Tiaret.

L'intervention des secours a, par ailleurs, permis l'extinction d'un incendie dans une habitation à Relizane, qui a causé des gens respiratoires à sept (07) personnes, traitées sur place puis évacuées vers un centre hospitalier local.

S'agissant, enfin, des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 29 opérations de sensibilisation à travers 3 wilayas (23 communes), portant sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique.

En outre, 31 opérations de désinfection général et ont été effectuées dans 6 wilayas (20 communes), ciblant l'ensembles des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 146 agents, tous grades confondus, 25 ambulances et 15 engins ont été mobilisés.

Ceci, en plus de la mise en place d'un site d'hébergement destiné au confinement des citoyens rapatriés dans la wilaya d'Alger et de Blida.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉMIGRATION

La DGSN trace un programme riche à travers les différentes Sûretés de wilayas



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a tracé un programme riche et varié à travers les différentes Sûretés de wilayas à l'occasion de la commémoration du 59^e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, indique un communiqué de la DGSN.

La DGSN a organisé des activités pour la commémoration de cet anniversaire du 17 octobre de chaque année vu ses dimensions nationales et historiques, a précisé la même source.

Les services de la police ont pris part avec les autorités locales et la famille révolutionnaire à la commémoration de cet anniversaire qui constitue "l'une des haltes principales" dans la lutte du peuple algérien pour recouvrer sa souveraineté nationale.

Les mêmes services ont effectué des visites et honoré des moudjahidine à la retraite affiliés au corps de police", a ajouté la même source.

HADJ - OMRA - MESURES ONPO : la plupart des Agences de Tourisme ont recouvré leurs droits



L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a affirmé, samedi, que la plupart des Agences de Tourisme avaient recouvré leurs droits, soulignant son attachement à "garantir" la disponibilité administrative et de procédures nécessaires dès la reprise de la Omra et l'ouverture de l'espace aérien national.

L'ONPO a affirmé que "ses efforts ont permis à la plupart des Agences de Tourisme agréées de récupérer leurs droits dans le cadre des procédures juridiques en vigueur", indique un communiqué de l'Office, ajoutant que "cela a été possible après une forte coordination avec les différents partenaires et parties concernées en Arabie Saoudite, ainsi que les différentes compagnies aériennes activant, en Algérie, dans le domaine du transport des pèlerins pour l'accomplissement du rite de la Omra".

Les services de l'ONPO ont également "contacté plusieurs partenaires aux niveaux national et international, notamment les Agences de tourisme et de voyage pour garantir la disponibilité administrative et l'opérationnalité nécessaires, en prévision de la reprise des vols pour la Omra après l'ouverture de l'espace aérien", selon la même source, soulignant "l'impératif de se conformer aux mesures préventives qui seront décidées dans le cadre du protocole sanitaire de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, en coordination avec toutes les parties concernées".

L'Office a affirmé "suivre la reprise graduelle de l'activité de la Omra aux Lieux Saints de l'Islam et le retour progressif des pèlerins après une longue rupture imposée par les mesures préventives de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus prises en mars dernier".

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Djerad : "la révision constitutionnelle mettra un terme à tous les dérapages enregistrés par le passé"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, samedi depuis Djelfa, que la révision constitutionnelle soumise à référendum le 1er novembre "mettra un terme à tous les dérapages enregistrés par le passé".

"L'Algérie a déjoué, avec l'élection du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune le 12 décembre dernier, plusieurs tentatives d'entamer sa stabilité", a indiqué M. Djerad lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile au terme de sa visite dans cette wilaya.

"Le référendum sur la révision de la Constitution prévue le 1er novembre, sera une échéance décisive qui mettra fin à tous les dérapages enregistrés par le passé", a-t-il ajouté précisant que la prochaine Constitution sera "celle des jeunes et de toutes les franges du peuple algérien, la Constitution de la Déclaration du 1er novembre 1954 qui sous-tend l'unité nationale". Après avoir salué l'élan du peuple algérien, le 22 février 2019 (Hirak populaire), M. Djerad a affirmé que l'Algérie nouvelle "sera édiflée par ses enfants, femmes et hommes, qui sont capables d'en consolider la souveraineté".



Chanegriha : «le peuple tracera une "épopée grandiose" au service de la patrie lors du référendum sur la révision de la Constitution»

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a souligné samedi à Blida, que le peuple tracera, à l'occasion du référendum sur le projet de révision de la Constitution, "une épopée grandiose au service de la patrie", qui sera conservée dans l'histoire et préservée au sein de la mémoire collective de toute la nation. Cette épopée constituera une autre pierre, qui permettra à notre peuple fier de s'élever parmi les nations et les peuples, à travers sa participation massive dans ce référendum important, voire crucial", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP, dans une allocution à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection en 1ère Région militaire à Bli da.

"Je tiens à indiquer également que les jeunes algériens seront au rendez-vous avec le destin, pour bâtir leur pays de leurs propres mains et tracer les repères de l'Algérie nouvelle, suivant leur volonté et leurs ambitions, comme l'ont fait les vaillants artisans de Novembre, qui ont offert à l'Algérie une fierté et une gloire éternelles", a-t-il affirmé dans une allocution prononcée lors d'une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région.

"Ils se tiendront aux côtés



de leurs frères de l'ANP, unis et solidaires, tel un rempart solide face aux conspirateurs, qui ne parviendront jamais à souiller cette terre irriguée du sang des glorieux Chouhada", a ajouté le chef d'Etat-major de l'ANP.

Le général de Corps d'Armée a ensuite présidé une réunion de travail à laquelle ont pris part les directeurs régionaux, les responsables des services de sécurité et les Commandants des Secteurs opérationnels au cours de laquelle il a suivi un exposé global, présenté par le Commandant de la 1ère Région militaire sur la situation générale dans le territoire de compétence, ajoute le communiqué.

Par la suite, le chef d'Etat-major de l'ANP a procédé à l'inauguration officielle de l'Ecole d'Application de l'Armée de Reconnaissance à Chef, où il a tenu une réunion avec les cadres et les personnels, lors de laquelle il les a exhortés sur "la nécessité d'intensifier le travail avec assiduité et rigueur, pour améliorer davantage la qualité de la formation et l'élever au rang de l'excellence, afin d'atteindre les ré-

sultats escomptés". "Au regard de l'extrême importance qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP à l'Armée de Reconnaissance, j'appelle tous les responsables concernés, au niveau de cette nouvelle Ecole, à l'effet d'intensifier le travail avec assiduité et rigueur, pour améliorer la qualité de la formation, et l'élever au rang de l'excellence, afin d'atteindre les résultats escomptés et ancrer un mode d'enseignement et de formation disciplinaire, mental et moral, que nous voulons être un exemple à suivre à l'avenir, considérant que vous constituez le noyau de ce processus de formation clairvoyant", a-t-il fait savoir.

Le général de Corps d'Armée a relevé que "cela aura également un impact positif sur le développement de la performance de notre Corps de Bataille. Je vous exhorte également, en cette occasion, à inciter les élèves et les stagiaires en vue de persévérer dans le travail, la lecture, la quête du savoir et la détermination afin d'atteindre les attentes et réaliser l'impossible, tout en faisant preuve de bonnes vertus".

Dans le cadre des visites d'inspection aux différentes Régions militaires, et parallèlement au lancement du programme de préparation au combat au titre de l'année 2020-2021, le général de Corps d'Armée a effectué ce samedi une visite de travail et d'inspection en 1ère Région militaire à Blida.

Après la cérémonie d'accueil, le général de Corps d'Armée Chanegriha a observé, à l'entrée du siège du Commandement de la Région, en compagnie du Général-major Sidane Ali, Commandant de la 1ère Région militaire, un moment de recueillement à la mémoire du Chahid "M'Hamed Bougara", dont le siège du Commandement de la Région porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada. Le général de Corps d'Armée a, également, inspecté les infrastructures et les locaux pédagogiques de l'Ecole d'Application de l'Armée de Reconnaissance à Chef, conclut le communiqué.

"Voter en faveur de la nouvelle Constitution pour assurer le changement"

Le vote en faveur du projet d'amendement de la Constitution soumis à référendum le 1er novembre prochain est à même d'assurer le changement et l'édification d'une Algérie nouvelle, forte, démocratique et prospère, ont souligné samedi les animateurs de la campagne référendaire à son 11ème jour.

Lors d'une rencontre à Alger, le Forum de l'Algérie a appelé, par la voix de son président, Mohamed Ayadi, à voter "oui" lors du référendum pour "opérer le changement" escompté et "barrer la route à ceux qui ont œuvré à donner une mauvaise image du projet et à occulter ses points positifs".

M. Ayadi a affirmé, à cette occasion, sa conviction quant à la détermination des jeunes dévoués à la patrie, le jour du référendum, à promouvoir "la démocratie participative, qui est l'incarnation effective de l'Etat social, dans l'esprit de la Déclaration du 1er novembre", en soutenant que la révision de la Constitution est à même d'apporter "une réponse concrète à la revendication du Hirak (...) pour l'établissement d'institutions constitutionnelles et la promotion de l'Etat algérien".

De son côté, le président du mouvement "El-Islah", Filali Ghouini, qui animait un meeting à Tlemcen, a appelé à voter en faveur du projet d'amendement de la Constitution, affirmant que le projet de la nouvelle loi fondamentale "ne touche pas aux constantes nationales".

Il a expliqué, aussi, que la Constitution amendée ne "touche pas aux constantes nationales" et que "les nouveautés apportées dans ce projet de Constitution mettront un terme à toute surenchère politique".

Pour le président d'El-Islah, la nouvelle Constitution va opérer une "véritable rupture" avec les pratiques politiques anciennes pour aller vers une Algérie nouvelle "où régneront la justice sociale et la démocratie", et "permettra le renforcement de la justice et de la société civile".

Dans le même contexte, le secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Abou El-Fadl Baaïdi, a affirmé que le projet d'amendement de la Constitution constitue "une étape vers des réformes politiques et socio-économiques". Intervenant lors d'un meeting populaire, M. Baaïdi a indiqué que le projet d'amendement constitutionnel renferme également "des mécanismes garantissant le principe d'équilibre entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire", en faisant savoir que le changement "devra se faire par étapes, eu égard au lourd héritage de l'ancien système, et que la réforme et le développement devront s'opérer selon des approches étudiées à même de garantir l'efficacité et atteindre le changement escompté".

Le président de la Fédération nationale de la société civile, Tahir Chiha, a, quant à lui, souligné à partir de Ain Témouchent, que le projet d'amendement de la constitution porte les aspirations de la société civile à devenir un partenaire efficace de l'Etat et à assurer la mission de supervision.

Animant un meeting populaire, M. Chiha a précisé que la société civile "aspire à être un partenaire efficace des institutions de l'Etat et à assumer un rôle de supervision", affirmant que ces revendications ont été "prises en charge et développées" dans le projet soumis au référendum le 1er novembre prochain, avant de lancer un appel à voter en faveur de ce projet.

Même appel lancé par les Scouts musulmans algériens (SMA), invitant le peuple à saisir l'occasion, en participant en force pour voter "oui" pour l'amendement de la Constitution, afin de permettre le changement et de asseoir de nouvelles bases pour l'édification de l'Algérie nouvelle, forte et développée. Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, qui était à Guelma, a également plaidé en faveur du projet d'amendement de la Constitution, appelant les citoyens à voter "oui" en force le 1er novembre prochain.

Il a relevé que le document comportait de nouveaux articles qui consolident l'identité nationale, ciment du front intérieur, et renforcent la stabilité de l'Algérie. Pour sa part, la présidente de Tajamout Amel El Djazaïr (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, animant un meeting à Sétif, a exhorté les citoyens à voter "oui" lors du référendum du 1er novembre, en vue de "renforcer le contrôle constitutionnel" et assurer une "plus grande transparence" dans la gestion des affaires publiques. Elle a appelé toutes les franges de la société à "contribuer au succès de ce rendez-vous électoral et à participer massivement pour hisser l'Algérie au rang des grands pays en termes de développement et de modernisation".

VISITE DE DJERAD À DJELFA La relance du développement local au centre de la visite

La relance du développement local a été au centre de la visite de travail et d'inspection effectuée samedi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, dans la wilaya de Djelfa, où il s'est enquis de plusieurs projets à caractère économique et social.

Le Premier ministre a entamé sa visite par l'inauguration d'un marché régional de gros de fruits et légumes à Ain Ouassara (100 km au nord du chef-lieu de la wilaya), devant couvrir les besoins de pas moins de neuf wilayas voisines.

Mettant l'accent sur l'importance de cette structure commerciale, M. Djerad a préconisé l'établissement d'une "coordination" entre les marchés régionaux du pays "en vue de garantir un équilibre dans l'approvisionnement du marché en différents produits et, partant, éviter la pénurie et les méventes".

Accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, le Premier ministre a mis l'accent sur "la nécessité d'une gestion rationnelle de cette structure, à travers la numérisation". "La réalisation de structures et d'installations ne suffit pas, car nous avons encore plus besoin de leur assurer une gestion moderne et numérisée", a-t-il soutenu. Ce marché de gros, d'une capacité d'accueil de 320.000 tonnes de fruits et légumes/an, a été réalisé à la sortie Ouest de la ville d'Ain Ouassara, sur une surface de 15 ha, pour une enveloppe de près de 1,8 milliard DA. Selon sa fiche technique, il permettra, dès sa mise en service, la création de 900 emplois et a pour objectif principal de contribuer à l'organisation du marché national, au contrôle des prix et à l'approvisionnement, en fruits et légumes, des marchés des neuf wilayas ciblées, à savoir Djelfa, Ghardaïa, Biskra, Tiaret, Tissemsilt, Msila, Ouargla, Médéa et Laghouat. Le Premier ministre a procédé, ensuite, à l'inauguration d'une unité



industrielle privée de recyclage de papier, récemment raccordée au réseau électrique, dans la zone industrielle d'Ain Ouassara. Après une inspection de la chaîne de production, M. Djerad a mis en avant l'importante contribution attendue de cette unité dans le soutien de l'industrie de transformation, notamment en matière de couverture des besoins du marché national en produits locaux et, partant, la réduction de leur facture d'importation (en devises).

"Le gouvernement œuvre à encourager la petite et moyenne entreprise", a assuré le Premier ministre, plaçant pour une démarche orientée vers le "marché africain". Il a appelé, dans ce cadre, à renforcer la relation entre les industriels et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, afin d'accélérer "l'intégration des compétences dans le marché du travail".

Cet investissement privé, d'une valeur de 4,9 milliards DA, assure 150 emplois directs. Après la mise en service effective de la chaîne de production de papier hygiénique, il génèrera, durant sa 2ème étape, prévue à l'horizon 2022, pas moins de 180 emplois.

Le Premier ministre a fait état, lors de sa visite à cette unité, de la signature prochaine d'un décret exécutif portant réorganisation

des zones industrielles qui, a-t-il relevé, connaissent "une certaine anarchie", affirmant que le gouvernement "veillera à la répartition transparente et à l'organisation rationnelle du foncier industriel" et annonçant l'ouverture de filiales bancaires dans ces zones, à l'instar de ce qui est en vigueur dans de tels espaces à travers le monde. Poursuivant sa visite, M. Djerad a inspecté un hôpital de 60 lits à El Birine, dont la réalisation a été achevée. Après un exposé qui lui a été présenté sur l'état des lieux du secteur local de la santé, en termes de structures et de projets en réalisation, le Premier ministre a souligné la "priorité absolue" accordée à la "relance du secteur de la santé", notamment "après la mise à nue de faiblesses dans la gestion sanitaire, suite à la pandémie du nouveau coronavirus, requérant une révision, en vue d'une amélioration du service de santé publique". Dans le même contexte, le Premier ministre a procédé à la pose de la première pierre de la réalisation d'un Centre anticancer (CAC), à la sortie Est de Djelfa, d'une capacité d'accueil de 120 lits, rappelant que "ce projet est inscrit au titre des engagements pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a noté que la décision de réalisation de ce CAC a été dictée par

l'emplacement "stratégique" de Djelfa, faisant que "plusieurs wilayas profiteront de cette réalisation", insistant sur "une accélération des travaux et un respect des délais de réalisation pour une construction de qualité réunissant toutes les conditions d'un hôpital moderne. M. Djerad s'est rendu par la suite au nouveau pôle urbain de "Berbih" pour inaugurer une école des métiers des Travaux publics, d'une capacité de 250 places pédagogiques, réalisée dans le cadre de la coopération algéro-chinoise, soulignant, à cette occasion, qu'elle permettra aux jeunes de se former dans le domaine des Travaux publics pour contribuer à la réalisation des projets locaux et nationaux. Lors d'une rencontre avec les citoyens de zones d'ombre dans la commune de Sidi Bayazid (65 km à l'est du chef-lieu de wilaya), M. Djerad a, par ailleurs, réitéré "la volonté sincère de l'Etat à opérer le changement".

"L'Etat, sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune, a l'intention sincère et la volonté d'opérer le changement. Le président de la République, qui a une parfaite connaissance de l'Algérie profonde, de ses régions et de la situation de leurs populations, accorde une priorité absolue au développement des zones d'ombre", a affirmé M. Djerad, qui a pris connaissance au cours de cette étape de sa visite de plusieurs projets de proximité devant concourir à l'amélioration du cadre de vie des citoyens résidant dans ces zones.

La visite du Premier ministre devait se poursuivre par une rencontre avec des représentants locaux de la société civile pour écouter leurs préoccupations. Il devait, également, intervenir sur les ondes de la Radio locale.

HABITAT "L'Etat poursuivra la réalisation des grands programmes de logements de formules différentes à travers le pays"

L'Etat poursuivra la réalisation des grands programmes de logements dans ses différentes formules à travers le pays, dans le sillage des efforts de développement au profit du citoyen, a assuré mardi à partir de Saïda le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri.

Lors d'une cérémonie de distribution d'un quota de logements de différentes formules et d'aides financières destinées à l'habitat rural et à l'auto-construction qu'il a présidée à la salle des congrès au siège de la wilaya de Saïda, le ministre a indiqué que "l'Etat vise à renforcer les efforts de développement, notamment dans le domaine de l'habitat, à travers la réalisation d'ambitieux programmes permettant aux citoyens de disposer de logements décentes".

Kamel Nasri a annoncé qu'à partir du mois de novembre prochain, il sera procédé à l'attribution de dizaines de milliers de logements de différentes formules à travers le pays, de même que des aides financières destinées à l'habitat rural, précisant que cette opération se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours. Le ministre a présidé une cérémonie de remise symbolique des clés de 500 logements sociaux locatifs à leurs bénéficiaires, de 20 logements de type promotionnel aidé (LPA), ainsi que 170 décisions d'aide à l'auto-construction, une opération qui entre dans le cadre de l'octroi de lotissements sociaux, de même que 50 autres décisions d'aides financières destinées à l'habitat rural. M. Nasri, qui a suivi un exposé au siège de la wilaya sur les programmes portant sur l'habitat, l'aménagement urbain et les équipements publics à Saïda, a sommé les gestionnaires de lancer les chantiers de réalisation des logements à l'arrêt, notamment ceux de type promotionnel aidé dont le nombre est estimé à plus de 400 unités et de les livrer avant la fin 2020.

En matière d'aménagement urbain, le ministre a donné instruction pour que les affectations financières, estimées à 27 millions DA, qui font l'objet d'un contentieux, soient utilisées dans les projets d'aménagement.

Il a pris connaissance également, à travers cet exposé, de la cadence dans la réalisation des équipements publics notamment les infrastructures du secteur de l'éducation en prévision de la rentrée scolaire prochaine qui dotera Saïda de cinq établissements éducatifs pour les trois cycles.

Le ministre a donné, à Saïda, "Es-salem" dans la ville de Saïda, le coup d'envoi pour la réalisation du dernier quota du programme de logements location-vente (AADL) dont a bénéficié la wilaya, en plus de la pose de la première pierre de construction de 227 logements au profit des souscripteurs ayant payé la première tranche. Kamel Nasri a inspecté également le chantier d'un projet d'habitat, en réalisation, qui englobe 1.130 logements publics locatifs à Saïda Boukhors, avant de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux d'aménagement du jardin public "5 juillet" dans la ville de Saïda. Le ministre a procédé également à l'inauguration d'un groupe scolaire dans la commune de Youb.

Djerad inaugure une école des métiers des travaux publics

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, samedi, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya de Djelfa, à l'inauguration d'une école des métiers des travaux publics.

"La formation au niveau de ces écoles est un impératif", a déclaré, sur place, le Premier ministre, qui était accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du ministre de la Santé, de la Population et de la

Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, à l'issue d'un exposé sur cet établissement de formation. Assurant que cette école est une

"opportunité offerte pour les jeunes pour se former dans les métiers des travaux publics, et marquer leur contribution dans la réalisation de projets, au double plan local et national", a-t-il souligné.

M. Djerad a donné des instructions pour "l'entame progressive de l'aspect pédagogique du projet, et la réduction de la dépendance aux compétences étrangères". Il a, à ce titre, loué les relations de fraternité et d'amitié liant l'Algérie à la République de Chine populaire, réalisatrice de ce projet.

A noter que cette école de formation, d'une capacité d'accueil de 250 places pédagogiques, a été concrétisée sur une assiette de 2000 m2 du

nouveau pôle urbain de "Berbih", dans un style moderne, dans le cadre du renforcement de l'amitié algéro-chinoise -- projet de réalisation de l'autoroute Nord-Sud. Le projet, dont l'encadrement a été assuré par l'Agence nationale des autoroutes, vise principalement à développer les capacités et compétences des employés, en charge des missions de réalisation, contrôle, maintenance et suivi des infrastructures de base et des installations du secteur des travaux publics. Cette école est, également, dotée d'un rôle majeur dans l'organisation de sessions de recyclage et de mise à niveau, au profit des employés du secteur, techniciens et topographes, entre autres.

CONSTANTINE Attribution de 881 logements publics locatifs

Une opération de remise des clés de 881 logements publics locatifs (LPL), réalisés à l'extension Ouest de la nouvelle circonscription administrative, Ali Mendjeli (Constantine) a été lancée samedi, en présence des autorités civile et militaire.

"La remise des clés de ce quota, destiné aux demandeurs de logements de la commune de Constantine, intervient après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et la réalisation des commodités nécessaires dans le souci d'assurer un meilleur cadre de vie pour les bénéficiaires", a indiqué le chef de l'exécutif local, Ahmed Abelhafid Saci, lors de la cérémonie de remise des clés organisée à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration,

commémorant le 59^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961. Le même responsable a révélé qu'un autre lot de 700 logements promotionnels aidés (LPA) sera distribué "en novembre prochain" en sus de l'attribution de 2.020 logements publics locatifs (LPL) "au cours du premier trimestre de l'année 2021". Le wali, a, par ailleurs, assuré que les listes des bénéficiaires des 1.500 logements LPL, réalisés dans la commune d'El Khroub, seront affichées "avant la fin de l'année en cours". Aussi, les tra-



voux d'aménagement extérieur de 4.000 logements publics locatifs (LPL), réalisés dans la ville d'Ali Mendjeli, seront lancés "incessamment", a affirmé le même responsable soulignant que ce projet sera livré "à la fin du premier

semestre de l'année 2021". A noter que cette opération de remise des clés a été marquée par une cérémonie en l'honneur des familles de Chouhada, de Moudjahidine et des membres de la garde communale.

BOUMERDES

Logement rural: affectation de 500 aides financières en faveur de la wilaya

Le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Kamel Nasri a annoncé, samedi à Boumerdes, que la wilaya bénéficiera de 500 aides financières au logement rural, en réponse aux demandes croissantes sur cette formule notamment dans les zones d'ombre. Intervenant à l'issue d'un exposé exhaustif sur le secteur de l'Habitat dans la wilaya de Boumerdes, M. Nasri a affirmé que sur les 500 aides financières précitées, 400 sont inscrites dans le cadre du programme de développement pour l'année 2020 et les 100 autres au titre du programme 2021, en attendant d'autres aides au logement rural au titre des nouveaux projets en cours de réalisation pour l'exercice 2021. Les autorités locales sont appelées à remédier au problème des citoyens ayant bénéficié de la première tranche d'aide financière au logement rural depuis près d'une année,

mais dont les chantiers de construction n'ont pas encore démarré, d'autant que leur nombre, plus de 3.000, demeure important comparé à d'autres wilayas, a déclaré le ministre à la presse au terme de sa visite de travail dans la wilaya. Le ministre a souligné, en outre, l'impératif de venir à bout de ce problème, au risque de rencontrer de grandes difficultés, à l'avenir, dans la réalisation de cette formule de logements qui sera prioritaire en 2021, ajoutant que cette situation est inadmissible. Il faut sensibiliser les citoyens concernés à l'importance de lancer leurs chantiers de construction, a-t-il averti. Dans le cadre de sa visite dans la wilaya, le ministre de l'Habitat a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de près de 7.000 unités de type location-vente (l'AADL), et celle du projet de réalisation de 50 logements promotionnels

aidés (LPA) répondant à la nouvelle formule (promoteur privé) dans la commune de Boudouaou, avant d'inspecter le projet du pôle urbain 2.200 logement public locatif (LPL). Dans la même commune, le ministre a inauguré un lycée et un CEM sur un total de 13 nouvelles structures éducatives (groupements scolaires, CEM et lycées) réalisées dans la wilaya. Le ministre a également présidé la cérémonie de remise des clés et actes de propriété aux bénéficiaires de 578 logements de type location-vente dans la commune de Ouled Hedadj et de distribution de 61 décisions d'octroi d'aides dans le cadre du logement rural.

La cérémonie a été ponctuée par la remise des prix aux lauréats du concours du meilleur quartier et association respectueuse des mesures de prévention contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

JIJEL

Une nouvelle méthodologie pour relancer le chantier de la pénétrente autoroutière Djendjen-El Eulma

Le wali de Jijel, Abdelkader Kelkal, a révélé, jeudi, le recours à une "nouvelle méthodologie" pour résoudre les problèmes rencontrés dans la réalisation de la pénétrente autoroutière Djendjen (Jijel)-El Eulma (Stéif). Lors d'une rencontre consultative, tenue dans la salle des délibérations de l'assemblée populaire de wilaya (APW), en présence de tous les acteurs du projet, ce responsable a souligné "la nécessité de sortir de la situation dans laquelle ce projet structurant s'est enlisé et d'œuvrer à surmonter tous les obstacles et les difficultés pour le relancer". Pour leur part, les représentants des entreprises en charge de la réalisation (la Société italienne Rizzani, la Société turque Mapa et Sapta), ont imputé dans leurs interventions le retard dans la livraison du projet, fixé à 72 mois à compter de la date du 7 mars 2014, à plusieurs entraves, à savoir les études, la difficulté du terrain et du tracé, les créances impayées des entreprises estimées à 7 milliards de DA, en plus de problèmes administratifs concernant une Société de réalisation privée. De son côté, le directeur des travaux publics de la wilaya de Jijel, Nouacer Salem, a affirmé que toutes les missions assignées à la direction du secteur relative à l'évacuation de la voie (100%), l'indemnisation des expropriés pour un montant de 2,5 milliards de DA et les travaux de déviation des réseaux sont quasiment achevés. Au terme de la rencontre, le chef de l'exécutif local a mis l'accent sur l'adoption d'une nouvelle méthodologie de travail concernant ce projet et ce, dans la transparence pour mettre un terme aux incohérences, en sus de l'intensification des rencontres entre les différents acteurs, notamment les entreprises de réalisation et les instances administratives dans le but de relancer le projet en raison de son importance économique et sociale pour la wilaya. Pour rappel, la pénétrente autoroutière Djendjen-El Eulma, reliant les wilayas de Jijel et Mila une distance de 45 km et dont la réalisation nécessite une enveloppe financière d'environ 180 milliards de DA, enregistre "un taux d'avancement des travaux n'excédant pas 45%".

TIZI OUZOU

Acquisition de six chasse-neige au profit des localités d'altitude

La wilaya de Tizi-Ouzou a acquis un nouveau quota de six chasse-neiges qui seront destinés aux localités situées en altitude et connaissant de fortes chutes de neige, a indiqué, samedi, le wali Mahmoud Djamaa. Interrogé sur les préparatifs de la saison hivernale, le wali a indiqué à la presse en marge des activités ayant marqué la commémoration de la Journée nationale de l'émigration, que six chasse-neige ont été acquis par la wilaya dans le cadre de ces préparatifs qui ont commencé depuis plus de deux mois. Ces engins

sont mis à la disposition de la direction locale des travaux publics qui va les distribuer aux communes qui souffrent de fermeture des routes par les chutes de neige, a-t-il souligné, en ajoutant qu'en cas de nécessité d'autres moyens seront mobilisés par la wilaya. Des opérations de nettoyage du réseau de drainage d'eau de pluie et des avaloirs a été également lancée, a-t-il signalé, notant que des instructions ont été données aux chefs de daïras, les communes et les services techniques, pour qu'ils s'organisent et

coordonnent leurs interventions en cas de BMS. Par ailleurs, la réparation des établissements scolaires pour la prochaine rentrée scolaire avançant dans de bonnes conditions, a-t-il assuré, ajoutant qu'une opération d'équipement des établissements scolaire en moyens de chauffage est en cours. "Des subventions ont été accordées par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locale et de l'Aminagement du territoire aux communes afin de prendre en charge ce volet auquel nous accordons un intérêt particulier", a-t-il insisté.

TISSEMSILT

Le Centre universitaire promu au rang d'université

Le Centre universitaire de Tissemsilt "Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi" a été promu au rang d'université, a annoncé samedi le wali Abbass Badaoui. Le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué, lors d'une conférence de presse, organisée en marge des festivités marquant la célébration de la journée nationale de l'émigration, qu'il a été procédé à la signature d'un décret exécutif portant promotion du centre universitaire de Tissemsilt au rang d'université. Le même responsable a appelé les enseignants et les étudiants de l'université de Tissemsilt à "redoubler d'efforts et de réussite pour hisser leur établissement universitaire à un pôle scientifique national de premier plan parmi les universités du pays". Pour sa part, le directeur des études de pos-graduation de l'université de Tissemsilt, Dr Mohamed Bouras a indiqué, à l'APS, que

cette décision de promotion du centre universitaire au rang d'université, est une "résultante", car le centre "réunissait toutes les conditions pédagogiques exigées notamment dans le domaine de la qualification des instances scientifiques et pédagogiques ainsi que l'ouverture de nouvelles spécialités et de projets de doctorat, outre sa dotation en laboratoires de recherche scientifique et de formation des enseignants". A l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'émigration qui s'est déroulée dans la commune de Lardjem, les autorités de la wilaya se sont dirigées vers le cimetière des Chouhada, où elles ont procédé à la levée du drapeau national, écouté l'hymne national et déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et la lecture de la Fatiha à la mémoire des chouhada.

BOUMERDES

Lancement des travaux de réalisation de près de 7.000 logements AADL

Les travaux de réalisation de près de 7.000 logements de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) ont été lancés samedi à Boumerdes sous la supervision du ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Kamel Nasri. Après avoir suivi un exposé exhaustif sur le secteur de l'Habitat à Boumerdes, M. Nasri a fait savoir que le quota de logements estimés de près de 7.000 logements (AADL 1 et 2) était le dernier quota de logements au titre du programme de l'AADL dans nombre de régions de cette wilaya. Le ministre a salué le rôle joué par les autorités locales pour assurer les assiettes devant abriter ce nombre important ces logements. "Le coup d'envoi de la réalisation de ces projets signifie que les souscripteurs choisiront prochainement leurs sites", a-t-il expliqué, appelant "les responsables de ces projets à faire preuve de justice et de transparence en la matière". Et d'ajouter que toutes les entreprises choisies pour la réalisation de ces logements sont algériennes, souligne le ministre, déclarant que "nous avons saisi cette visite pour leur exiger de revoir les délais de réalisation vu le besoin impérieux des citoyens en ces logements". Les logements sus-cités se répartissent sur les régions de Hlaimia à Boudouaou (+1400 unités), El Hadba dans la même commune (500) et Fades (près de 400). Selon M. Nasri, la réalisation des autres programmes de logements sera lancée dans la région de Benchoub dans la commune de Hammadi (570 logements) et aux environs des Isser (180). Dans une déclaration à l'issue de sa visite, le ministre a affirmé que "la dynamique de remise des logements au niveau national, toutes formules confondues, se poursuit", faisant état de la "programmation de la remise des clés d'un grand quota de logements, toutes formules confondues, à travers tout le territoire national le 1^{er} novembre prochain". "Le choix de la date du 01 novembre pour la distribution de ces logements a été décidé au regard de la symbolique de la lutte du peuple algérien outre sa coïncidence, cette année, avec le référendum sur la révision constitutionnelle qui consacre le caractère social de l'Etat ainsi que sa solidarité avec toutes les franges de la société".

ENERGIE - ENTREPRISES Plaidoirie pour l'accompagnement des jeunes dans la création de leurs startup



Les participants à la journée d'étude sur la promotion des micros-entreprises, des startups et la préservation de l'environnement dans le secteur de l'énergie ont plaidé, samedi à Ghardaïa pour l'accompagnement des jeunes dans la création et structuration de startup et microentreprise, la facilitation de l'accès au crédit ainsi que l'octroi des projets.

Les intervenants ont passé en revue les moyens nécessaires pour l'éclosion de l'esprit entrepreneurial et de startup innovantes auprès des jeunes qui sont confrontés au problème de chômage.

Les débats, qui se sont déroulés en présence de nombreux jeunes universitaires et jeunes entrepreneurs de la région de Ghardaïa ont été consacrés à l'éducation à la créativité et à l'innovation, la formation appropriée, l'amélioration du climat des affaires et des stratégies de développement encourageant l'auto-emploi.

Les recommandations, issues des ateliers organisés dans le cadre de cette rencontre, ont mis en avant l'importance de la facilitation de l'accès aux projets en offrant pour les jeunes des cahiers de charge gratuitement et en éliminant la caution de garantie qui pèse lourdement sur le capital de la nouvelle startup ou entreprise.

Les participants à cette rencontre ont souligné la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation des différents acteurs à l'importance de la création de startup innovante et d'encourager la recherche scientifique, mettant en exergue l'importance de créer des passerelles et de mécanismes d'échange et de partage d'informations entre différents partenaires et secteurs public et privé ainsi que la mise en place d'un site numérique d'information sur l'ensemble des activités des startup pour plus de transparence.

Intervenant à la clôture de cette journée d'étude sur "la promotion des micro-entreprises, des startup et la préservation de l'environnement dans le secteur de l'énergie", en présence des ministres délégués auprès du Premier ministre chargés de l'Environnement saharien, de l'Économie de la connaissance et des startup, et de la Micro-entreprise, respectivement MM.

Hamza Al Sid Cheikh, Yacine El-Mahdi Oualid et Nassim Diafat, le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar a souligné que la promotion de l'esprit entrepreneurial et d'innovation est en mesure de traiter la problématique du chômage en Algérie et de faire de notre jeunesse le fer de lance d'une nouvelle dynamique économique.

Relevant l'importance que revêt l'information sur le terrain et la connaissance des problèmes des jeunes entrepreneurs à l'heure actuelle, M.

Attar a souligné que cette rencontre qui se veut un creuset de communication, de dialogue et d'échange m'a permis de m'imprégner de la réalité tout en assurant que son département ministériel traduira dans les faits certaines recommandations et propositions de cette rencontre.

Apparavant la délégation ministérielle s'est enquis sur l'état de plusieurs projets dans la région de Ghardaïa notamment le poste de transformateur électrique 60/30 KV de oued N'Chou réalisé pour un coût de plus de 968 millions de DA dans le but de renforcer la sécurité d'alimentation en énergie électrique les localités situées au nord-est de la wilaya, d'améliorer la qualité et la continuité de service.

La délégation a également pris connaissance dans le centre enfouissement technique le service du tri des déchets avant de visiter une microentreprise de jeune près du Ksar de Tafilet.

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES Un décret exécutif portant organisation des zones industrielles bientôt signé (Premier ministre)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a fait état samedi à Djelfa, de la signature prochaine d'un décret exécutif portant organisation des zones industrielles.

"Nous sommes sur le point de signer un décret exécutif portant organisation des zones industrielles, qui connaissent une certaine anarchie", a déclaré M. Djerad lors de l'inauguration, dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa, d'une usine de recyclage de papier à Ain Ouessara, récemment raccordé au réseau électrique.

Affirmant que le Gouvernement "veillera à la répartition transparente et à l'organisation rationnelle du foncier industriel", le Premier ministre a annoncé l'ouverture de filiales bancaires dans ces zones, à l'instar de ce qui est en vigueur dans de tels espaces à travers le monde. Il a assuré, dans ce sens, que "les superficies octroyées par le passé à de nombreuses personnes sans jamais être exploitées seront



recupérées et attribuées à de véritables investisseurs".

L'Algérie "a toutes les potentialités et les compétences humaines nécessaires pour promouvoir l'industrie de transformation, petite et moyenne, afin de

satisfaire ses besoins nationaux, a affirmé le Premier ministre.

Plaidant, par ailleurs, pour le ciblage du marché africain, "en mettant à profit la place et la profondeur africaine de l'Algérie", il a

appelé que notre pays avait contribué, depuis la glorieuse Révolution de libération, à l'indépendance de nombreux pays africains.

Soulignant, à ce propos, "la une vision stratégique" du président de la République en ce qui concerne le continent africain, M. Djerad a insisté sur l'importance de la contribution de l'activité commerciale et industrielle des investisseurs algériens, qu'ils soient du public ou du privé, à sa concrétisation.

Le Premier ministre poursuit sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa en compagnie du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

PRODUCTION AGRICOLE "De grands efforts consentis pour assurer l'autosuffisance pendant la pandémie de Covid-19" (Hemdani)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a mis en avant samedi, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, les importants efforts consentis par les agriculteurs lors de la pandémie de Covid-19 pour répondre aux besoins alimentaires nationaux sans la moindre rupture ou perturbation.

Dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), placée cette année sous le thème "Cultiver, nourrir, préserver, ensemble", M.

Hamdani a précisé que "les importantes réalisations dans le domaine agricole et rural ont eu une large résonance dans la société, en termes de satisfaction des besoins alimentaires des citoyens, mais aussi de réalisation d'acquis dans le domaine du développement rural à travers divers projets".

Pour le ministre, la sécurité alimentaire passe impérativement par l'augmentation de la production de la filière céréalière où l'Algérie a un grand potentiel, l'objectif étant, selon lui, d'atteindre un volume de production céréalière de 10 quintaux par hectare pour réduire la facture d'importation de ce produit.

A cette occasion, qui coïncide avec le 75^e anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Hemdani a souligné que le secteur agricole en Algérie avait fait des "pas de géant", en voulant pour preuve l'augmentation significative de la valeur de la production qui a atteint plus de 25 milliards de dollars en 2019.

Le secteur agricole contribue à hauteur de 12,3% au Produit intérieur brut (PIB) et emploie 2,6 millions de personnes, a fait savoir le ministre.

De son côté, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a estimé que la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation était l'occasion de rappeler les enjeux liés à l'eau dans le domaine de l'agri-

culture et du développement rural, mettant en exergue le rôle de son secteur dans la mise en œuvre de la politique nationale pour une sécurité alimentaire durable, à travers la mise en œuvre des programmes de développement des ressources en eau.

L'ambassadeur et coordonnateur résident de l'ONU en Algérie et représentant de la FAO, Eric Overvest, a, quant à lui, indiqué que selon le dernier rapport de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, publié en juillet 2020, "près de 690 millions de personnes dans le monde souffraient de la faim en 2019, soit 10 millions de personnes de plus par rapport à 2018".

Selon le rapport, 132 millions de personnes seraient exposées au risque de famine en 2020, en raison de la dégradation de l'économie mondiale induite par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-il ajouté.

Dans une allocution lue en son nom par la Secrétaire générale du ministère de l'Environnement, Meriem Hind Belmehdi, Mme Nassira Benharrats a affirmé que «la biodiversité a un rôle important dans le développement durable en matière d'éradication de la pauvreté et de garantie la sécurité alimentaire».

Elle a ajouté que la stratégie nationale de protection et d'utilisation durable de la biodiversité vise à inclure la biodiversité dans le plan d'action des différents secteurs, notamment l'Énergie, l'Industrie, les Mines, l'Agriculture, la pêche, en sus de l'investissement dans les écosystèmes naturels à forte valeur.

Dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Abdelhak Saïhi, le ministre de la Santé, de la Population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a souligné que «le secteur de la Santé travaille en coordination avec d'autres secteurs et en coopération avec des partenaires sociaux



pour réaliser les objectifs du développement durable, à la faveur de l'élaboration d'un plan national multisectoriel pour la protection du citoyen contre les risques des maladies résultant d'une mauvaise hygiène de vie, de la sédentarité et de l'inactivité physique".

Dans une allocution lue en son nom par l'inspecteur du ministère, Aïssa Tahraoui, le ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaoutar Krikou a affirmé que son secteur "œuvre à soutenir les activités productives y compris agricoles et le développement rural à travers des programmes gérés par le secteur via l'Agence de développement social (ADS) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), en vue d'améliorer le niveau de vie du citoyen et de favoriser son insertion sociale".

A cet effet, le ministre a indiqué que «près de 923.000 personnes ont bénéficié de crédits avec la création de 1,3 million d'emploi, en sus du financement de 126.000 micro-projets dans le domaine agricole jusqu'à la fin du premier semestre 2020».

PÉTROLE

Le prince héritier saoudien et le président russe discutent de la stabilité des marchés pétroliers

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane Al Saoud et le président russe Vladimir Poutine se sont penchés sur la poursuite de la coordination pour soutenir la stabilité des marchés mondiaux du pétrole, a rapporté samedi l'Agence de presse saoudienne.

Les deux parties ont également étudié, lors d'une conversation téléphonique, les efforts pour la croissance de l'économie mondiale et les impacts du Covid-19, selon l'agence de presse.

L'Arabie saoudite et la Russie coopèrent pour promouvoir les efforts mondiaux de réduction de la produc-



tion pétrolière afin de stabiliser les marchés pétroliers internationaux.

ECONOMIE MONDIALE

FMI: "avec une pandémie non maîtrisée, la reprise économique mondiale sera lente"

La reprise économique mondiale sera lente tant que la pandémie de Covid-19 ne sera pas sous contrôle, a déclaré l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Gita Gopinath, relevant les efforts multilatéraux pour contenir le virus.

Mme Gopinath a estimé, dans un entretien accordé à l'agence d'information chinoise (Xinhua), que les résultats économiques au 2ème trimestre ont été moins catastrophiques et que la reprise mondiale devrait être forte au 3ème trimestre. Toutefois, la

dynamique pourrait connaître un ralentissement par la suite. "Nous vivons toujours avec la pandémie dans de nombreuses régions du monde, ce qui va ralentir la reprise car les secteurs des services à forte intensité de contact ne se remettront pas complètement tant que la pandémie ne sera pas sous contrôle", selon elle.

Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM), le FMI prévoit que l'économie mondiale se contractera de 4,4% en 2020, soit 0,8 point de

pourcentage de plus que les prévisions de juin.

Malgré cette révision à la hausse, Mme Gopinath averti que la sortie de cette crise sera probablement "longue, inégale et très incertaine".

Il subsiste une énorme incertitude quant aux perspectives économiques mondiales, selon ce rapport qui a souligné les risques de baisse tels que la résurgence du virus, les restrictions croissantes sur le commerce et les investissements, ainsi que l'incertitude géopolitique

croissante. "Nous sommes très préoccupés par la possibilité d'une deuxième vague", a souligné Mme Gopinath. "Et s'il y a effectivement une deuxième vague sérieuse, qui conduit à des mesures de confinement et de verrouillage beaucoup plus étendues, alors cela constituera certainement un grand risque de baisse pour nos prévisions" a-t-elle relevé. Les tensions commerciales sont également une préoccupation majeure, a-t-elle ajouté, notant que ce problème existait déjà antérieurement à la pandémie.

BREXIT

Londres dit vouloir un accord mais renvoie la balle à Bruxelles

Le gouvernement britannique a déclaré dimanche toujours vouloir conclure un accord commercial post-Brexit avec l'Union européenne, malgré des négociations dans l'impasse, tout en estimant que la balle était "dans le camp" des Européens. "J'espère toujours que nous aurons un accord", a déclaré le ministre d'Etat Michael Gove sur la chaîne Sky News. "Je veux un accord, j'ai très envie d'y parvenir mais pour cela, il faut que les deux parties fassent des compromis. Ce n'est pas ce que l'UE fait en ce moment", a-t-il ajouté, estimant que les Européens ne semblaient pas "sérieux" dans leur volonté d'aboutir.

Déjà pousives, les négociations commerciales se sont envenimées jeudi quand les 27 réunis en conseil ont exigé

des concessions de Londres, tout en disant vouloir poursuivre les pourparlers pour arriver à un accord de libre-échange avant l'année prochaine, quand les règles européennes cesseront de s'appliquer au Royaume-Uni. Mais Londres a refusé net, conditionnant la poursuite des discussions à "un changement fondamental d'approche" de la part des Européens. Un porte-parole du Premier ministre Boris Johnson avait souligné que pour les Britanniques, les négociations commerciales étaient "finies". Le négociateur en chef européen Michel Barnier et son homologue britannique David Frost doivent s'entretenir lundi au sujet du "format" des pourparlers, selon la Commission européenne. "La balle est dans son camp", a insisté Michael Gove à

propos du négociateur européen. Sur la BBC, il a répété que la porte des négociations restait "entrouverte" si l'UE modifiait effectivement "sa position". A défaut d'accord permettant au Royaume-Uni de retrouver sa pleine souveraineté, a souligné M. Gove, son pays n'hésiterait pas à opter pour un "no deal" au 1er janvier, potentiellement dévastateur pour des économies déjà fragilisées par la pandémie, avec le rétablissement de quotas et droits de douanes entre les 27 et Londres.

Les discussions butent toujours sur trois sujets: l'accès pour les Européens aux poissonneuses eaux britanniques, les garanties réclamées à Londres en matière de concurrence malgré de récents progrès et la manière de régler les différends dans le futur accord.

ETATS-UNIS

Le déficit budgétaire triple à un record de 3.100 milliards de dollars

Le déficit budgétaire américain a triplé pour atteindre un record de 3.100 milliards de dollars au cours de l'exercice qui s'est terminé le 30 septembre dernier, alors que l'exécutif luttait contre la pandémie de coronavirus qui a plongé le pays dans une récession, la pire depuis la crise des années 1930, rapporte samedi le Wall Street Journal.

En proportion de la production économique, l'écart budgétaire de l'exercice 2020 a atteint environ 16,1%, le plus important depuis 1945 lorsque

le pays finançait des opérations militaires massives pour aider à mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, précise le journal sur la base des chiffres du département du Trésor.

Et d'ajouter que la dette fédérale a totalisé 102% du produit intérieur brut, la première fois qu'elle a dépassé la taille de l'économie pour l'ensemble de l'exercice en plus de 70 ans, selon les estimations du Comité pour un budget fédéral responsable. Cela a placé les Etats-Unis dans la même catégorie que des pays

comme la Grèce, l'Italie et le Japon, qui comptent parmi les pays les plus endettés du monde. Selon le journal, les républicains du Sénat, invoquant la dette croissante, se sont opposés à une proposition de la Maison Blanche de dépenser 1.880 milliards de dollars supplémentaires et le projet de 2.200 milliards de dollars que les démocrates de la Chambre des représentants veulent ajouter au programme d'aide contre la récession que connaît le pays, la pire depuis la Grande Dépression des

années 1930. De nombreux économistes et responsables de la Réserve fédérale (Fed) soutiennent, toutefois, que la relance de la croissance devrait être la première priorité, et que les inquiétudes concernant le déficit peuvent être reléguées au second plan. "Des temps sans précédent appellent à des déficits sans précédent", a estimé William Hoagland, premier vice-président du Bipartisan Policy Center, un centre de réflexion centrée de Washington, cité par le WSJ.

ITALIE

Rome mobilise 39 mds d'euros supplémentaires en riposte au Covid-19

Le gouvernement italien a adopté dimanche en conseil des ministres un projet rectificatif de loi de finances d'un montant de 39 milliards d'euros en réponse à l'impact de la crise du Covid-19 sur la troisième économie de la zone euro.

Cette loi de finances sera financée par du déficit supplémentaire et par 18 milliards d'euros de plan européen de relance adopté en juillet à Bruxelles.

Le ministre de l'Economie Roberto Gualtieri a estimé qu'il n'y avait "jamais eu une loi de finances aussi expansionniste dans l'histoire du pays", rappelant que les investissements passeront de 2,3% du PIB en 2019 à 4% en 2021.

Le conseil des ministres a également adopté la "synthèse de la loi de finances" qui sera envoyée à la Commission européenne.

Des tensions sont apparues entre les membres de la majorité, composée du Parti démocrate (centre-gauche) et du Mouvement 5 Etoiles (anti-système), sur les nouvelles taxes imposées sur le sucre et le plastique, qui ont finalement été renvoyées à juillet 2021. Parmi les principales mesures adoptées figurent notamment 1,4 milliard d'euros pour la prolongation des CD D de 30.000 médecins et infirmiers, 400 millions pour l'achat de vaccins, et 1,2 milliard pour embaucher 25.000 enseignants.

Au total 4 milliards d'euros sont destinés au secteur de la santé.

"C'est la direction à suivre.

Nous tournons définitivement la page des coupes budgétaires et nous recommençons à investir sur la chose plus précieuse que nous ayons", a salué le ministre de la Santé Roberto Speranza.

La suspension du paiement de certains impôts et taxes a également été décidée.

Le blocage des licenciements ne sera pas prolongé au-delà du 1er janvier, mais l'interdiction de licencier restera en vigueur pour les entreprises bénéficiant du chômage technique, qui court jusqu'en mars.

L'Italie, premier pays touché par l'épidémie de coronavirus en Europe en février, table sur une hausse de son déficit public à 10,8% du PIB en 2020 ramené à 7% en 2021.

La péninsule, où la pandémie a fait près de 36.000 morts, prévoit grâce à un vaste programme de relance européen une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 6% en 2021.

Avec 208,6 milliards d'euros de subventions et prêts, la péninsule est le principal bénéficiaire d'un plan de relance européen de 750 milliards d'euros adopté en juillet par les dirigeants de l'UE pour faire face à la pandémie.

AFRIQUE DU SUD

Une société américaine s'engage à produire 2500 mégawatts d'électricité

La Société américaine de financement du développement international (DFC) s'est engagée à soutenir son compatriote NuScale spécialisée dans les technologies de l'énergie nucléaire et ce pour développer 2.500 mégawatts d'électricité en Afrique du Sud, a indiqué DFC dans un communiqué.

La DFC, qui a mis fin à son interdiction de soutenir l'énergie nucléaire en juillet dernier, a signé une lettre d'intention pour soutenir l'offre de NuScale pour le programme de production d'électricité de l'Afrique du Sud, a souligné la société de financement dans un communiqué.

"En cas de succès, NuScale serait le premier IPP américain dans le domaine de l'énergie nucléaire sur le continent et aiderait à soutenir la résilience et la sécurité énergétiques dans l'une des principales économies d'Afrique", indique la même source.

Le gouvernement sud-africain a élaboré il y a plusieurs mois un plan de relance économique en collaboration avec des groupes d'entreprises.

La stratégie, examinée par l'exécutif cette semaine et vue par Bloomberg, comprend des suggestions pour garantir un appui rovisionnement énergétique fiable grâce à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Le projet consacre 23 milliards de rands (1,4 milliard de dollars) pour galvaniser les investissements privés dans les infrastructures, alors que 4,5 milliards de rands seront dépensés dans les transports publics au cours des 12 prochains mois.

AMENDEMENT CONSTITUTIONNEL "L'édification de l'Algérie nouvelle est basée sur le partenariat avec la société civile"

Les participants aux travaux du colloque national consacré au référendum sur l'amendement constitutionnel, ont relevé samedi à Skikda que "l'édification de l'Algérie nouvelle est basée sur le partenariat avec la société civile".

"Dans la perception de l'Algérie nouvelle, la société civile aura un rôle primordial dans la création et la gestion des institutions publiques à travers la démarche de la démocratie participative", a indiqué Youcef Ramdane, chef du bureau local du podium national des voix des jeunes (PNVJ), initiateur de cet événement, organisé sous le thème "le rôle de la société civile entre les défis du présent et les enjeux de l'avenir".

"La confiance croissante relevée chez les différents acteurs de la société civile dans les institutions de l'Etat consacre la démocratie participative aspirée et les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune à associer la société civile dans la gestion des affaires publiques", a ajouté le même intervenant.

Le même interlocuteur a déclaré que cette réunion, à laquelle ont pris part des spécialistes en droit constitutionnel et en sciences politiques, ainsi que de représentants de la société civile de 15 wilayas du pays, a constitué un "espace de consultation ouvert au mouvement associatif et à tous les acteurs dans ce domaine afin d'expliquer le contenu de la Constitution, dans son volet relatif à la société civile".

De son côté, le président du PNVJ, Mohamed Houaïfa Ferkous, a relevé la nécessité de "soutenir la nouvelle Constitution", indiquant que la loi fondamentale du pays, soumise au référendum du 1er novembre prochain, constitue "un acquis pour la société civile".

Plusieurs enseignants universitaires présents ont expliqué les points les plus importants soulevés par le projet de révision de la Constitution, entre autres, Dr Hassan Sebti, de l'université Larbi Ben M'Hidi d'Oum El Bouaghi, qui a assuré que le projet de l'amendement constitutionnel contient de nombreux "points positifs", citant la mise en place d'un Observatoire national de la société civile, comme organe consultatif.

A noter que plusieurs volets ont été abordés lors de cette rencontre, dont "la Constitution entre réalité et importance" ainsi que "le référendum entre les défis du présent et les enjeux de l'avenir".

TIZI-OUZOU Mise en service du gaz au profit de plus de 170 familles au village Ighzer n chvel

Quelque 176 familles du village Ighzer n chvel dans la commune de Boghni, au sud-ouest de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont bénéficié d'une mise en service du gaz naturel, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale de l'émigration.

Le projet de raccordement d'Ighzer n chvel, relevant d'une commune (Boghni) qui compte 28 zones d'ombre, a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de gaz de près de 6 km.

Le coût global de cette opération est de près de 325 millions de DA, a indiqué le premier responsable de la direction de distribution de gaz et d'électricité, Mohamed Djouadi.

Le wali, Mahmoud Djamaa, qui a procédé à cette mise en service du gaz, a souligné que la commémoration des manifestations 17 octobre 1961 à Paris, "est importante afin que les jeunes générations sachent que le projet de construction de l'Algérie moderne a nécessité d'énormes sacrifices de femmes et de hommes pour arracher l'indépendance nationale".

C'est aussi une occasion pour "évaluer la situation du développement local et les besoins des populations en la matière", a-t-il dit, en relevant que "l'Etat poursuit ses efforts, dans plusieurs secteurs (énergie, santé, éducation, eau potable, routes et autres) pour améliorer le cadre de vie des citoyens" citant, entre autres exemples, la mise en service du gaz au profit du village Ighzer N'Chvel.

La commémoration de la Journée nationale de l'émigration a été marquée à Tizi-Ouzou par un hommage à des membres de la famille révolutionnaire dont le Moudjahid Hocine Ait Ahmed, Belkaïd Khodja, dit Mhand Izouache, que le wali a visité chez lui au village Imzizou dans la commune de Fréha (à l'est du chef-lieu).

Il a été également procédé à la baptismation de la polyclinique de la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou du nom des frères chahids Merar Said Ahmed et Si Amar.

EN VISITE À DJELFA Djerad salue le rôle des jeunes dans la formation de la société civile

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a salué, dimanche soir depuis Djelfa, la prise de conscience par le jeune et leur rôle dans la formation de la société civile appelée à s'ériger en "force positive à même de contribuer à l'édification de l'Algérie".

Lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile au terme de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Djelfa, M. Djerad a salué "la prise de conscience par les jeunes qui ont contribué à la formation de la société civile", soulignant la nécessité de faire de la société civile "une force positive à même de contribuer à l'édification de l'Algérie".

Il a également mis l'accent sur l'importance de la "démocratie participative qui respecte l'avis des citoyens".

Par ailleurs, le Premier ministre a affirmé que "l'ennemi Numéro 1 de la société algérienne n'est autre que la bureaucratie", ajoutant que "beaucoup de décisions prises au niveau national en faveur



du citoyen, ne sont pas appliquées localement en raison de la bureaucratie".

Il a, toutefois, reconnu l'existence d'un "cumul de 20 ans de corruption, de laisser-aller et de non respect de la

dignité du citoyen". Concernant les préoccupations liées à la distribution de logements, toutes formules confondues, M. Djerad a indiqué qu'il dépêcherait une commission d'enquête sur les

logements indument distribués. "En dépit des tentatives de distribution équitables des logements, ces derniers sont distribués dans certains cas de manière opaque et certaines attitudes sont inacceptables" dans le cadre de cette opération. "C'est pourquoi je dépêcherai, à mon retour à Alger, une commission d'enquête sur les logements indument distribués pour les redistribuer aux familles en droit de les avoir".

Au terme de la rencontre, le Premier ministre a indiqué que le Gouvernement travaillait sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune "de jour comme de nuit pour le développement et l'épanouissement du pays".

RÉGIONS - DÉVELOPPEMENT La couverture des zones d'ombre en matière de développement "est très considérable" (Merad)

La couverture des zones d'ombre en matière de développement "est très considérable" grâce aux différents programmes engagés par l'Etat pour améliorer les conditions de vie des populations enclavées à travers le pays, a indiqué samedi à Bouira le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad.

En visite de deux jours à Bouira, M. Merad a jugé que beaucoup de projets de développement réalisés avait atténué un tant soit peu les souffrances des zones reculées. "La couverture est très considérable en matière de développement dans ces zones", s'est réjoui le conseiller du président de la République avant de réitérer par la même la volonté des pouvoirs publics de poursuivre les efforts de développement avec une série de programmes capables de redynamiser l'économie locale et rurale. "La réalisation des projets comme le gaz, l'électricité et l'eau potable dans ces zones d'ombre booste aussi l'économie rurale et encourage plus les populations de ces régions à y rester et à y investir plus pour vivre dans des conditions favorables", a-t-il souligné dans une déclaration en marge de sa visite à Bouira.

Pour renforcer cette dynamique de développement, le même responsable a incité les walis à "trouver les gisements nécessaires" pour financer les différents projets destinés au développement des régions d'ombres.

"Il est indispensable pour les walis d'explorer toutes les possibilités pour trouver les gisements nécessaires pour financer les projets dans ces zones enclavées", a insisté le conseiller présidentiel.

"La prise en charge des zones d'ombre

est devenue désormais la principale préoccupation des ministres et des walis, suite aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour réaliser et relancer les opérations de développement via l'exploitation des différents fonds", a assuré l'hôte de Bouira.

A son arrivée à Bouira, le conseiller présidentiel a assisté à la présentation d'un exposé global sur le processus de développement engagé dans les différentes localités et villages enclavés de la wilaya. A l'issue de cet exposé, le même responsable s'est dit content de la cadence de développement consenti dans une grande partie des zones d'ombre de Bouira. "La dynamique de développement a donné ses fruits sur le terrain à Bouira ainsi que dans d'autres wilayas.

Mais, il reste quand même beaucoup de travail à faire pour couvrir plus les zones éloignées et enclavées, et pour y parvenir, chaque wali doit explorer toutes les possibilités pour trouver les gisements nécessaires", a-t-il encore souligné. M. Merad a ajouté en outre que la prochaine Loi de finance serait aussi une opportunité pour accorder plus d'importance et de financement pour les projets destinés au développement des zones d'ombre.

"La prise en charge de ces zones s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale et intelligente mise en place par les pouvoirs publics pour booster l'économie locale dans ces régions reculées, via leur dotation de toutes les commodités nécessaires comme l'eau potable, l'électricité et le gaz", a indiqué le conseiller présidentiel. Au cours de sa visite, M. Merad s'est rendu dans la localité rurale de D'Ghafla relevant de la commune d'Oued El Bardi

(Sud de Bouira), où il s'est enquis de l'état des projets de développement réalisés dans cette zone d'ombre.

Il a visité un projet de raccordement de 105 foyers au réseau du gaz, lancé pour une enveloppe financière de plus de 48 millions de DA, selon la fiche technique présentée sur le site du chantier.

D'Ghafla, qui compte au total 300 habitants, a bénéficié également d'un autre projet, qui est celui de l'électrification rurale au profit de 34 foyers pour un montant de plus de 6 millions de DA, et qui devrait être réalisé dans un délai de deux mois, selon les détails fournis sur place. M. Merad a saisi l'occasion pour écouter les doléances des citoyens de cette localité, qui réclament le revêtement de la route principale pour désenclaver le village. Au village Agoune, relevant de la municipalité d'El Hachimia, le même responsable a visité le chantier de réalisation d'un ponceau (ouvrage d'art) de sécurité dans le cadre d'un projet de réalisation d'une route pour, également, désenclaver la localité et la relier aux autres zones.

Il s'est déplacé ensuite dans plusieurs localités relevant de la commune de Dirah (Sud de Bouira).

Biaran le même responsable s'est enquis d'une opération de raccordement de 34 foyers au réseau d'électricité, ainsi que d'un projet de réalisation d'une route secondaire menant au village.

Sur place, M. Merad s'est longuement entretenu avec les citoyens de cette région pour écouter leurs préoccupations, avant qu'il ne s'engage à porter leur voix aux responsables des différents secteurs pour qu'ils prennent en charge les questions de développement soulevées.

CRIMINALITÉ Tlemcen: arrestation d'un imposteur en sa possession des documents administratifs falsifiés

Une personne a été arrêtée à Tlemcen par des policiers pour falsification de documents administratifs, a-t-on appris samedi dans un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

L'arrestation a eu lieu suite au contrôle d'un véhicule au centre-ville de Tlemcen, lorsque les policiers ont eu des doutes sur la carte professionnelle du chauffeur, qui prétendait être un cadre supérieur de l'Etat, de même que ses déclarations sur sa profession trouvées contradictoires, a-t-on indiqué. Sur la base d'une enquête effectuée aussitôt par la brigade criminelle de la police judiciaire, il s'est avéré que la carte professionnelle était falsifiée et que cette personne avait usurpé l'identité d'un cadre supérieur de l'Etat. Avec l'extension de la compétence à une wilaya du centre du pays où réside le suspect, une

perquisition à son domicile a permis de découvrir un nombre de sceaux de plusieurs entreprises publiques et privées contrefaits, de faux documents administratifs et commerciaux et d'un gyrophare utilisé lors de déplacements dans les wilayas du pays, selon la même source. Ainsi, 90 grammes de kif traité préparés pour la consommation personnelle et une somme en devises de 7100 euros ont été saisis, de même que des téléphones portables utilisés dans des activités criminelles. Selon la même source, aucun document n'a été trouvé pour justifier l'origine de l'argent saisi. Une procédure judiciaire a été engagée dans cette affaire en vertu de laquelle la personne arrêtée a été déférée devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen, a-t-on fait savoir.

ONU - PAUVRETÉ

Le SG de l'ONU appelle la communauté internationale à faire état de solidarité avec les personnes vivant dans la pauvreté

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé samedi la communauté internationale à faire état de solidarité avec les personnes vivant dans la pauvreté.

"En cette Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, soyons solidaires avec les personnes vivant dans la pauvreté, tout au long de la pandémie de COVID-19 et au-delà", a-t-il déclaré dans un message vidéo pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté qui tombe chaque année le 17 octobre.

Il a souligné que la pandémie représente "une double crise" pour les personnes les plus pauvres du monde.

"Tout d'abord, ce sont elles qui courent le plus grand risque d'être exposées au virus et qui ont le moins accès à des soins de santé de qua-



lité", a déclaré M. Guterres. "Deuxièmement, des estima-

tions récentes montrent que la pandémie pourrait plonger jusqu'à 115 millions de personnes dans la pauvreté cette année - la première augmentation depuis des décennies", a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a souligné la nécessité de déployer des efforts extraordinaires pour lutter contre la pauvreté, appelant les gouvernements à accélérer la transformation économique en investissant dans une reprise durable.

Les pays ont besoin d'une "nouvelle génération de programmes de protection sociale" qui couvrent également les personnes qui travaillent dans l'économie informelle, a-t-il noté.

CANADA

Tensions entre pêcheurs autochtones et non-autochtones

Un homme a été grièvement blessé samedi dans l'incendie d'un entrepôt de homards dans la province canadienne de la Nouvelle-Écosse, qui connaît de vives tensions entre pêcheurs autochtones et non-autochtones. L'incident s'est déroulé dans la nuit de vendredi à samedi dans le village de Pubnico-Ouest-le-Centre, au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse (est du Canada), a indiqué la police dans un communiqué samedi. Le local a subi "des dommages importants" mais aucun employé n'était présent lorsque le feu, jugé "suspect", s'est déclenché, a précisé la police.

Un homme est toutefois hospitalisé, entre la vie et la mort, pour des blessures qui semblent être liées à l'incendie, a-t-elle ajouté. Une enquête est en cours.

L'incendie intervient alors que la Nouvelle-Écosse, grande région productrice de homards, est depuis un mois le théâtre de tensions grandissantes entre des pêcheurs

autochtones de la nation Mi'kmaq et des pêcheurs commerciaux non-autochtones.

Celles-ci ont débuté lorsque les pêcheurs autochtones ont lancé mi-septembre leur saison de pêche, provoquant l'ire des pêcheurs commerciaux qui ne sont autorisés, selon la réglementation fédérale, à commencer leur pêche qu'en novembre.

La Cour suprême garantit aux communautés autochtones le droit à une pêche de subsistance mais ses contours sont flous et les pêcheurs commerciaux considèrent celle-ci illégale parce qu'elle se déroule hors de la saison commerciale autorisée.

Selon les médias canadiens, le local incendié samedi était utilisé par des pêcheurs autochtones pour stocker leurs prises. Plus tôt cette semaine, des Autochtones avaient dénoncé des actes de vandalisme contre des locaux et des agressions de pêcheurs autochtones par des pêcheurs commerciaux. Les leaders autoch-

tones ont dénoncé des attaques qu'ils jugent racistes, appelant les autorités à renforcer la sécurité dans la région. Perry Bellegarde, chef de l'Assemblée des Premières Nations, a dit samedi sur Twitter avoir contacté le gouvernement fédéral "pour exprimer la profonde inquiétude des Premières Nations". "Les Canadiens sont consternés par cette agression contre le peuple Mi'kmaq", a indiqué sur Twitter Carolyn Bennett, ministre des Relations Couronne-Autochtones, assurant le "soutien" du gouvernement à cette communauté et "ses droits issus de traités".

"Ceci est du terrorisme. Le peuple Mi'kmaq a désespérément besoin d'aide maintenant", a tweeté Jagmeet Singh, à la tête du Nouveau Parti démocratique.

Le ministre de la sécurité publique Bill Blair a annoncé samedi le renforcement de la présence policière dans la région "afin de maintenir la paix".

FRANCE

Un homme retrouvé noyé sur une plage du nord

Le corps d'un homme portant un gilet de sauvetage, "probablement" un migrant qui tentait de gagner l'Angleterre, a été découvert dimanche sur une plage de Sangatte, dans le nord de la France, après une nuit marquée par de nombreuses tentatives de traversées, a indiqué le parquet.

Les pompiers ont dit avoir trouvé dimanche matin sur une plage le corps de cet homme, âgé de 20 à 40 ans, d'apparence "plutôt moyen-orientale", qui portait un gilet de sauvetage.

C'est "probablement" un

migrant noyé alors qu'il tentait de traverser la Manche, a déclaré le procureur de Boulogne-sur-Mer, Pascal Marconville, soulignant qu'"il y a eu énormément de tentatives de traversées" dans la nuit.

"Il y a eu une fenêtre météorologique qui semble avoir tenté les réseaux de passeurs", a-t-il constaté. Une mer d'huile près des côtes a favorisé en cette fin de semaine les tentatives de traversées après plusieurs jours de mauvais temps. Mi-août, un migrant soudanais s'était noyé en tentant de traverser la

Manche sur un canot pneumatique, en compagnie d'un adolescent qui avait, lui, réussi à regagner la plage.

Le corps avait été retrouvé, déjà, sur une plage de Sangatte.

Samedi, la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord a fait état de deux opérations de sauvetage de migrants: l'une de six migrants, en difficulté sur deux kayaks arrimés ensemble, l'autre concernant 16 migrants, dont une femme, ramenés à terre.

Depuis plusieurs mois, ces traversées sur des embarcations

de fortune se sont multipliées.

Selon un décompte au moins 1.354 migrants ont été interceptés en mer par les autorités françaises alors qu'ils tentaient de traverser la Manche, à bord d'embarcations de fortune ou à la nage, depuis le 1er janvier.

Si les falaises de Douvres semblent tout proches par beau temps depuis la côte du Calais, la Manche constitue "une des zones les plus fréquentées au monde et où les conditions météorologiques sont souvent difficiles", rappelle la préfecture maritime.

EGYPTE

Libération d'un auteur de vidéos satiriques

Un activiste et auteur de vidéos satiriques, emprisonné depuis plus de deux ans en Égypte, a été remis en liberté, a annoncé samedi soir sa sœur sur sa page Facebook.

Arrêté en mai 2018, Shady Abu Zeid est poursuivi par le parquet égyptien de la sécurité de l'État pour appartenance à un groupe terroriste et propagation de fausses nouvelles.

"Shady a été libéré sous contrôle judiciaire et se trouve en ce moment à la maison avec nous", a écrit la sœur du satiriste Rola Abu Zeid. Selon l'Association pour la liberté de pensée et d'expression (AFTE), une organisation locale de défense des droits humains, la décision de le remettre en liberté sous contrôle judiciaire a été prise le 10 octobre devant une cour spécialisée dans le terrorisme.

M. Abu Zeid, qui diffusait des vidéos sur sa chaîne YouTube, faisait partie de l'émission de télévision satirique "Abla Fajita", qui était diffusée sur la chaîne satellite CBC, et que les autorités avaient précédemment arrêté sa diffusion.

En 2016, Abu Zeid avait suscité la controverse en publiant une vidéo à l'occasion de la journée de la police en Égypte, le 25 janvier, le montrant en train de célébrer avec des agents de sécurité sur la place Tahrir au Caire en leur donnant des ballons qui étaient en fait des préservatifs.

Depuis la destitution par l'armée en Égypte du président islamiste Mohamed Morsi, en 2013, le régime de l'actuel chef de l'État Abdel Fattah el-Sissi est accusé de mener une répression acharnée contre toute forme de contestation.

L'Égypte compte environ 60.000 prisonniers politiques, selon des ONG de défense des droits humains.

COSTA RICA

20 morts intoxiqués par de l'alcool frelaté

Vingt personnes ont trouvé la mort ces derniers jours au Costa Rica après avoir consommé des boissons alcoolisées frelatées au méthanol, a indiqué samedi le ministère de la Santé.

Les autorités sanitaires et policières sont en alerte depuis début octobre, lorsque les premiers décès par intoxication au méthanol ont été enregistrés dans le quartier populaire de La Carpio, dans la partie ouest de San José.

Un total de 52 cas suspects d'intoxication ont été recensés dans différentes régions du pays après consommation d'alcool de canne, connu sous le nom de guaro, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les autorités sanitaires ont émis jeudi une alerte sanitaire pour le guaro de la marque Fiesta Blanca, soupçonnant qu'il était vendu frelaté avec du méthanol. Le ministère de la Santé et la police ont inspecté 49 établissements commerciaux pour prélever des échantillons de guaro et les soumettre à des analyses de laboratoire. Jeudi et vendredi, la police a saisi plus de 14.000 bouteilles dans les locaux de la société de distribution Guaró Fiesta Blanca, indique le communiqué.

ROYAUME-UNI

Remise de peine en vue pour le héros à la défense de narval

Un détenu en permission qui, armé d'une défense de narval, avait aidé à maîtriser l'auteur d'une attaque terroriste à Londres va probablement avoir une remise de peine après l'intervention de la reine Elizabeth II, rapportent des médias britanniques. Steven Gallant, qui purge une peine de prison pour meurtre, était en permission pour assister à une conférence sur la réhabilitation de détenus au Fishmonger's Hall de Londres en novembre 2019 quand, sous ses yeux, un individu armé

d'un couteau avait tué deux des organisateurs de la réunion et blessé trois autres personnes.

Après s'être enfui, l'assaillant, Usman Khan, un ancien condamné pour terrorisme, avait été poursuivi de façon spectaculaire dans la rue par des passants, dont M. Gallant. Ce dernier et d'autres civils avaient été salués comme des héros pour avoir évité encore plus de pertes en vies humaines en attaquant l'assaillant avec une défense de narval longue de 1,5 mètre et un extincteur, avant que la police

ne l'abatte. Steven Gallant avait été condamné en 2005 à 17 ans de prison pour le meurtre d'un pompier devant un pub. Le ministre de la Justice a déclaré samedi que la reine avait utilisé la "prérogative royale de grâce" pour porter son cas devant la commission des libérations conditionnelles dix mois plus tôt que prévu, selon l'agence Press Association.

Cette commission prendra la décision finale et remettra probablement Steven Gallant en liberté, a ajouté l'agence.

S A N T É - A L G É R I E

PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

Le retour au confinement écarté, pas de "2^e vague" de l'épidémie (Benbouzid)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, a écarté, dimanche à Alger, le retour au confinement pour certaines wilayas, conséquemment à la hausse des cas de contaminations au Coronavirus (Covid-19), excluant une "2^e vague" de l'épidémie car, selon lui, la situation est "tout à fait admissible".

"Nous n'allons pas décider de reconfiner à nouveau.

Avec plus de 200 cas, nous sommes toujours dans une situation tout à fait admissible pour les épidémiologistes.

Nous n'en sommes pas à des milliers de cas avec des foyers très denses et graves !", a affirmé le ministre sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Si l'évolution de la situation n'a pas atteint un stade de "dangerosité, rien n'est, toutefois, écarté si un foyer écloit et qu'il y a risque de diffusion", a-t-il tempéré, considérant que "le bon sens exigerait alors de revenir à un durcissement du confinement dans les régions les plus infectées".

Le Pr Benbouzid a, en outre, estimé que la hausse des contaminations enregistrée ces derniers jours ne signifiait pas qu' "il y aura une seconde vague" de l'épidémie.

"C'est trop tôt pour l'affirmer, la courbe est en train d'évoluer en dents de scie, et c'est cela les courbes des épidémies !", a-t-il explicité.

Tout en se félicitant de "la tendance baissière et des chiffres satisfaisants" constatés récemment, l'hôte de la radio a insisté sur l'importance de "préserver cet acquis qui a fait de l'Algérie l'un des pays ayant réussi à maintenir cet état", conviant, néanmoins, la population à "la prudence" en s'en tenant aux mesures barrières, "en particulier le port du masque".

"Le virus est mondial et a coûté la vie à des dizaines de milliers d'individus.

Le risque est permanent et le relâchement est dans la nature humaine lorsqu'on croit que l'ennemi a baissé la garde. D'où le risque de développement, de temps à autres, de foyers qui vont éclore !", a-t-il averti, citant les cas des wilayas de Sétif, Batna et Alger.

Interpellé sur les conséquences de la reprise prochaine des cours scolaires et de la réouverture des mosquées, le ministre estime qu'il "faut bien reprendre et cohabiter avec ce virus, tout en maintenant la garde", notant que la longue période de confinement a "affecté psychologiquement les enfants qui ont même perdu les réflexes d'écoliers", insistant, toutefois, sur "le respect du protocole sanitaire dans les établissements scolaires".

Le Pr Benbouzid a également assuré de la "reprise en main de la situation", s'agissant de la sensibilisation contre les dangers de la Covid-19, faisant état d'un "Média planning" impliquant l'ensemble des secteurs concernés par la question, à l'instar de celui des Affaires religieuses pour ce qui a trait à l'encadrement sanitaire de la prière du vendredi.

"Nous étions désarmés au début de l'épidémie, mais avons acquis une certaine expérience par la suite en développant des réflexes", a-t-il rassuré, rassurant quant à la disponibilité des "stocks" de traitements et de tests, tout en précisant qu' "aucun pays au monde" ne procède au dépistage de la totalité de sa population.

Et d'ajouter : "En Algérie, nous dépistons suffisamment et, contrairement au début de la pandémie, ne viennent généralement aux hôpitaux que les malades présentant une symptomatologie et n'y sont hospitalisés que ceux présentant des risques d'aggravation".

Le Pr Benbouzid a tenu, enfin, à mettre en garde la population quant à des "conditions favorables" à la propagation du virus avec l'entame de la saison automnale et l'arrivée du froid.

De même que le risque de "confusion" avec la grippe saisonnière, en perspective de laquelle "tout est prêt pour le lancement de la campagne de vaccination", a-t-il assuré.

199 nouveaux cas, 177 guérisons et 10 décès

Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 177 guérisons et 10 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 54392, soit 0.4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1856 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 38088, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 11 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 30 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 7 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 33 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait



savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige

de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique,

rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Le Premier ministre pose la première pierre de réalisation d'un Centre anti-cancer à Djelfa

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, samedi, à la pose de la première pierre de la réalisation d'un Centre anti-cancer (CAC) à Djelfa, d'une capacité d'accueil de 120 lits.

"Ce projet est inscrit au titre des engagements pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a déclaré M. Djerad, en visite de travail dans la wilaya, au niveau du chantier de ce projet, abrité par le centre urbain "Baharra", de la sortie-Est de la ville de Djelfa. Il a souligné que la décision de réalisation de ce CAC, a été dictée par la place "stratégique et centrale de Djelfa, qui fera que plusieurs wilayas profiteront de cette réalisation", a-t-il assuré.

"Tout ce que nous espérons c'est une accélération des travaux et un respect des délais de réalisation, pour une construction de qualité réunissant toutes les conditions d'un hôpital moderne", a-t-il

ajouté. Après un exposé sur ce projet, ayant longtemps constitué une revendication de la population locale, Abdelaziz Djerad, qui était accompagné par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a soutenu que ce "projet constituera l'un des acquis de l'Algérie en générale, et du secteur local de la santé de façon particulière". La réalisation de ce CAC, doté d'une enveloppe de près de 4,5 milliards de DA, a été confiée à l'entreprise Consider, au titre d'un marché de gré à gré, pour un délai fixé à 30 mois. A noter que ce projet, devant mettre fin aux souffrances des personnes atteintes de cancer obligées de se déplacer vers les CHU du Nord du pays, pour des soins, a bénéficié d'une attention particulière du président de la

République lors du Conseil des ministres de septembre dernier. Le président Tebboune avait donné, à cette occasion, de nombreuses instructions à ce sujet, notamment en fixant la date du 15 octobre, comme "dernier délai" pour la pose de la première pierre du projet, outre la "finalisation, au cours des mois d'octobre et novembre, de la définition des équipements médicaux requis pour les acquérir avant la fin 2020", avait-il insisté. Il a, également, instruit de la nécessité de doter ce centre en nombre suffisant d'accélérateurs, d'équipements de pointe et d'appareils de radiothérapie, "pour répondre aux besoins de s'cancéreux dans les wilayas limitrophes" et de fournir des "services hôteliers pour l'hébergement des familles accompagnant les malades et venant de loin" tout en "encourageant les bienfaiteurs à en faire don, faute de quoi l'Etat assumera son rôle".

PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

Le ministère de la Santé appelle au respect des mesures de prévention pour ne pas mettre en danger la santé des citoyens

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a appelé samedi les citoyens au respect des recommandations relatives aux mesures de prévention pour ne pas mettre en danger leur santé, celle de leur famille et de la société.

"L'actuelle situation épidémiologique mondiale de la Covid-19 et la relative augmentation des cas dans notre pays interpelle la conscience de tous les citoyens à l'effet de respecter les recommandations

relatives aux mesures de prévention pour ne pas mettre en danger leur santé, celle de leur famille et de la société", a indiqué le ministère dans un communiqué. "Nous appelons, encore une fois, tous les citoyens à soutenir les efforts déployés pour limiter la propagation de cette épidémie dans notre pays, en respectant scrupuleusement les mesures barrières, à savoir l'hygiène des mains, la distanciation physique et le port du masque obligatoire en tout lieu et en toute circonstance", a souligné la

même source. Au total, 221 nouveaux cas confirmés de coronavirus, 126 guérisons et 5 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid avait insisté récemment sur la nécessité sur une prise de précaution de rigueur afin d'éviter une deuxième vague de la pandémie en respectant simplement les mesures barrières.

CORONAVIRUS - LABORATOIRES

Oran : un laboratoire privé d'analyses agréé pour effectuer les PCR (DSP)

Un laboratoire privé d'analyses à Oran a été récemment agréé par l'Institut Pasteur pour effectuer des analyses PCR (réaction de polymérisation en chaîne) relatives au Covid-19, a-t-on appris samedi du directeur local de la santé et de la population.

Lors d'une conférence de presse au niveau du siège de sa Direction, consacrée à la situation sanitaire dans la wilaya d'Oran, Abdeneour Boudaa a indiqué que l'Institut Pasteur a récemment délivré un agré-

ment au profit d'un laboratoire privé d'analyse qui est désormais habilité à effectuer des PCR Covid-19, faisant savoir que trois autres dossiers sont à l'étude. "L'octroi des agréments obéit à des critères stricts qui doivent être validés par l'Institut Pasteur.

Les critères concernent les locaux des laboratoires, l'appareil PCR et le personnel", a expliqué le même responsable, indiquant que tous les laboratoires ne remplissent pas ces critères. "Il s'agit d'une grande

responsabilité qui peut relever du pénal", a-t-il rappelé, mettant en garde tout établissement de santé qui ose faire des PCR sans agrément.

M. Boudaa a, par ailleurs, assuré qu'une quatrième unité PCR relevant du secteur public (en plus de celles du CHU et de l'EHU), sera prochainement mise en service, permettant de prendre en charge plus de malades dans des délais qui ne dépassent pas 48 heures.

Sur un autre registre, le DSP d'Oran a fait savoir que le nom-

bre de lits au niveau de l'Hôpital "Nedjma", réservé pour prendre en charge les cas Covid-19, passera de 120 à 224 lits, en le dotant d'un espace de réanimation.

"Nous comptons acquérir 10 respirateurs pour les placer au niveau de l'Hôpital Nedjma", a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il est par ailleurs question, dans un moyen terme, de mettre en place un deuxième service infectieux. Le seul existant à Oran étant celui du CHUO.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDEMIÉ DANS LE MONDE

Près de 400 000 nouveaux cas signalés dans le monde (OMS)

Un total de 392.471 nouvelles infections au coronavirus ont été signalées à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) samedi, un record depuis le début de la pandémie, portant le nombre total de cas confirmés dans le monde à 39.196.259.

Ce sont les Etats-Unis qui ont enregistré le plus grand nombre d'infections quotidiennes samedi, avec 63.044 nouveaux cas signalés, selon un décompte tenu par l'OMS.

Jusqu'à samedi, le total de cas confirmés dans le pays a atteint 7.896.895, soit le nombre le plus élevé au monde.

L'Inde, quant à elle, a signalé 62.212



nouveaux cas samedi, soit la deuxième augmentation quotidienne la plus importante au monde, ce qui porte le nombre total de cas dans le pays à

7.432.680 en date de samedi, selon le décompte. En outre, le virus a fait 1.101.298 morts jusqu'à samedi, selon l'OMS.

INDE

Près de 7,5 millions de cas de Covid-19

Le total des cas d'infection au nouveau coronavirus en Inde s'élève dimanche à 7.494.551 pour 114.031 décès, tandis que 61.871 nouveaux cas d'infection et 1.033 décès ont été rapportés au cours des dernières 24 heures, selon les données les plus récentes publiées par le ministère de la Santé.

Il y a encore 783.311 cas actifs de COVID-19 dans le pays, tandis que 6.597.209 personnes ont été guéries.

Ces deux derniers jours, le nombre de cas actifs de COVID-19 est passé sous la barre des 800.000, pour la première fois depuis un mois et demi.

Le gouvernement se focalise sur l'augmentation des capacités de dépistage depuis plusieurs semaines.

En date de samedi, un total de 94.224.490 tests ont été effectués à travers le pays, dont 970.173 pour la seule journée de samedi, selon les données

publiées par le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR).

Les salles de cinéma, les théâtres et les piscines ont rouvert jeudi, après près de sept mois de fermeture, sous réserve de strict respect de mesures telles que la distanciation sociale et une désinfection régulière. La courbe des infections en Inde était à la baisse ces derniers jours, les nouveaux cas quotidiens étant tombés à moins de 70.000.

CHINE

Présence du coronavirus vivant sur l'emballage d'aliments congelés importés à Qingdao

Le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies a annoncé samedi la détection et l'isolement du nouveau coronavirus vivant sur l'emballage extérieur de morue congelée importée dans la ville côtière de Qingdao (est).

Cette découverte a été réalisée au cours d'une enquête pour retracer la source des récentes infec-

tions signalées dans la ville. Elle montre que le contact avec des emballages contaminés par le nouveau coronavirus vivant peut conduire à l'infection, a annoncé le centre sur son site Web.

C'est la première fois dans le monde que le nouveau coronavirus vivant est isolé depuis l'emballage extérieur d'aliments de la chaîne du froid, a noté le cen-

tre. Le risque que les aliments de la chaîne du froid circulant sur le marché chinois soient contaminés par le nouveau coronavirus est très faible, a précisé le centre, citant les récents résultats des tests d'acide nucléique sur des échantillons prélevés dans le secteur. Au total, 2,98 millions d'échantillons avaient été testés dans les 24 régions de niveau provincial

du pays le 15 septembre, dont 670.000 prélevés sur des emballages alimentaires ou des aliments de la chaîne du froid, 1,24 million sur des employés et 1,07 million dans l'environnement.

Seuls 22 échantillons provenant d'emballages alimentaires ou d'aliments de la chaîne du froid ont été testés positifs au virus, d'après le centre.

AUSTRALIE

Assouplissement des mesures à Melbourne après une chute des cas

Les autorités australiennes ont annoncé dimanche un léger assouplissement des mesures de restriction en vigueur à Melbourne, la deuxième plus grande ville du pays, après une chute des cas du nouveau coronavirus.

Les cinq millions d'habitants de Melbourne sont soumis depuis plus de 100 jours à des restrictions drastiques destinées à lutter contre une vague incontrôlée de cas de Covid-19.

Les autorités ont levé dimanche la mesure qui limitait à deux heures le temps que pouvaient passer les gens hors de leur domicile afin de se livrer à des activités autorisées.

Ils ont également étendu à 25 kilomètres la distance qu'ils peuvent parcourir pour pratiquer des exercices physiques, acheter des produits de première nécessité et exercer les professions jugées essentielles à la société.

Daniel Andrews, le Premier ministre de l'Etat de Victoria, qui comprend Melbourne, a cependant rejeté les appels de plus en plus nombreux lancés en faveur d'une levée de toutes les restrictions de déplacements et d'une réouver-



ture plus large des restaurants et autres commerces.

Il a affirmé que le 1er novembre, si les cas de contaminations restaient sous contrôle, la mesure imposant aux habitants de rester chez eux pourrait être levée et les restrictions liées aux commerces assouplies.

"Je ne fais pas ce qui est populaire, je fais ce qui est sûr, parce que nous ne voulons pas connaître à nouveau cela" en cas de nouvelle vague d'infections, a déclaré

M. Andrews. Ces derniers jours, le nombre de nouveaux cas quotidiens dans l'Etat de Victoria a chuté à moins de dix, après avoir atteint plusieurs centaines en août. Le coronavirus avait refait son apparition en juin dans cet Etat alors que d'autres régions d'Australie avaient réussi à contenir l'épidémie, notamment la Nouvelle-Galles du Sud voisine, qui comprend Sydney. Les membres du parti conservateur et le gouvernement fédéral ont critiqué la politique de confinement mise en place dans l'Etat de Victoria par le gouvernement de centre-gauche de M. Andrews, l'accusant de saper les efforts de relance économique sur le plan national. "Il est temps de s'assurer que nous pouvons maintenant aller de l'avant et donner aux habitants de Victoria et de Melbourne la possibilité de reconstruire, de récupérer ce qui a été si terriblement perdu", a déclaré vendredi le Premier ministre australien Scott Morrison. Depuis le début de la pandémie, l'Australie, 25 millions d'habitants, dénombre au total 27.000 cas et 904 décès dont 800 dans l'Etat de Victoria.

SLOVAQUIE

Campagne de dépistage de toute la population

Une campagne de dépistage de tous les Slovaques de plus de 10 ans va être lancée, les cas de contamination au Covid-19 étant en augmentation, a annoncé, samedi, le Premier ministre Igor Matovic cité par des médias locaux.

Le Premier ministre qui a précisé que les tests seront gratuits n'a pas indiqué que s'ils seront obligatoires ou non", ajoutent les mêmes sources.

"Si nous parvenons à réaliser (cette campagne de tests), nous pourrions servir d'exemple au monde entier", a-t-il, en outre, dit.

Une première phase est prévue le week-end prochain dans certaines régions du pays qui compte 5,4 millions d'habitants, la campagne de tests devant être menée principalement fin octobre et début novembre.

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire début octobre face à l'augmentation des décès et du nombre de cas de contaminations. Cette semaine, de nouvelles restrictions sont entrées en vigueur: les établissements secondaires sont passés à l'enseignement à distance, les rassemblements de plus de six personnes, y compris les services religieux, ont été interdits, les salles de sport et les piscines fermées, et les restaurants autorisés à servir les clients uniquement à l'extérieur.

Samedi, le ministère de la Santé a fait état de près de 2.000 nouveaux cas de contamination, ce qui porte le total à 28.000 cas.

Le bilan total des morts s'élève à 82, avec onze nouveaux décès.

Samedi, quelque 500 personnes, dont beaucoup ne portaient pas de masque, se sont rassemblées devant le siège du gouvernement pour protester contre les restrictions.

ESPAGNE

Le gouvernement de Cantabrie appelle les habitants à "s'autoconfiner"

Le gouvernement régional de Cantabrie, dans le nord-ouest de l'Espagne, a appelé samedi son demi-million d'habitants à "s'autoconfiner" devant "le rebond important du nombre de cas", une nouvelle mesure dans le pays durement touché par la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19.

"Les autorités sanitaires recommandent l'autoconfinement volontaire et conseillent de limiter au maximum l'activité sociale et la mobilité devant le rebond important du nombre de cas en Cantabrie", note le gouvernement sur son site internet.

Il est également conseillé "dans la mesure du possible, d'annuler ou de reporter les réunions familiales ou sociales", poursuivent les autorités, demandant d'éviter les espaces fermés, de se rendre dans les bars ou restaurants et de sortir après 22 heures.

La région indique avoir recensé plus de 210 nouveaux cas ces dernières 48 heures, pour un total de 8.665 cas positifs sur une population locale d'environ 530.000 habitants. Plusieurs régions espagnoles, dont celle de Madrid, ont appliqué des mesures sanitaires pour faire face au virus, et parmi les plus drastiques d'entre elles: la fermeture des bars et restaurants en Catalogne (nord-est) pour au moins 15 jours depuis jeudi soir.

L'Espagne, l'un des pays les plus touchés au monde par la pandémie, a enregistré plus de 936000 cas et plus de 33000 morts.

APS

TORTICOLIS A QUOI C'EST DÛ ?

Tout le monde ou presque a déjà eu un torticolis au cours de sa vie. Dououreux, il peut devenir handicapant au quotidien. Alors à quoi est-il dû et comment le soigner ?

Un torticolis, qu'est-ce que c'est ? Le torticolis est une affection bénigne et très fréquente. Liée à la contracture de certains muscles du cou, il se manifeste par une douleur et une gêne au niveau des mouvements du cou et de la tête. Ces symptômes sont généralement localisés au niveau du plus gros muscle du cou : le sterno-cléido-mastoïdien. Mais la douleur peut parfois irradier vers le dos et les épaules. Dans certains cas peu fréquents, le torticolis peut se ressentir jusqu'aux mains et aux doigts.

Comment se déclenche un torticolis ?

Le torticolis survient généralement après un mouvement brusque du cou, un problème ligamentaire ou vertébral ou une mauvaise position au sommeil.

Il peut aussi survenir suite à une infection (état grippal, infection des dents, de la gorge...). La plupart du temps, il apparaît le matin au réveil.



Qui est concerné par le torticolis ?

Tout le monde peut être concerné par le torticolis. Les personnes ayant eu un accident de la route sont parfois plus sujettes aux torti-

colis que les autres. Les femmes seraient également plus touchées par le torticolis que les hommes, tout comme les personnes âgées de 30 à 60 ans.

Comment soigner un torticolis ?

Le meilleur des traitements pour venir à bout d'un torticolis est le repos. Pour soulager la douleur, vous pouvez aussi appliquer localement une pommade décontractante ou anti-inflammatoire. La prise d'aspirine et d'anti-inflammatoires par voie orale peuvent également soulager la douleur, alternés avec des décontractants. L'application de compresses chaudes (bouillotte, écharpe...) permet enfin de décontracter les muscles du cou. Grâce à ces traitements simples, un torticolis disparaît habituellement spontanément en quelques jours.

Que faire et le torticolis ne disparaît pas ?

Dans certains cas, le torticolis peut cacher une autre affection : maladie inflammatoire, neurologique, tumorale ou infectieuse. Lorsque le torticolis ne disparaît pas, ou il revient de façon répétée, il s'avère donc nécessaire de faire un bilan médical plus complet. N'hésitez pas

à prendre rendez-vous chez votre médecin, notamment si votre torticolis s'accompagne de fièvre. Celui-ci vous proposera peut-être de réaliser une radio (parfois une IRM, voire une prise de sang) afin de comprendre l'origine de votre torticolis et de prendre les mesures nécessaires.

Comment éviter le torticolis ?

Si vous êtes particulièrement sujet aux torticolis, certains réflexes peuvent vous aider à l'éviter. Couvrez-vous le cou en cas de froid à l'aide d'une écharpe, adoptez une position de travail ergonomique pour éviter d'avoir le cou « cassé » (bureau et chaise à bonne hauteur), optez pour un oreiller confortable voire ergonomique, regardez la télévision face à l'appareil et non pas sur le côté et évitez de tenir votre téléphone portable entre l'épaule et l'oreille lorsque vous téléphonez : ces bons réflexes devraient vous permettre de prévenir la survenue du torticolis.

EN CAS DE CONTRACTURE, ON APASE LA DOULEUR GRÂCE À LA CHALEUR

Lorsqu'on souffre de courbatures, contractures ou de crampes, on encoure d'un torticolis, d'un mal de dos et d'un lumbago, il faut s'orienter vers une source de chaleur pour apaiser la douleur. « En aucun cas, lorsqu'il y a risque de saignement pour ne pas favoriser la coagulation », insiste Romuald Abadie, kinésithérapeute.

QU'EST-CE QUI MÈS SOULAGE DANS LA CHALEUR ?

« La détente musculaire. La thérapie par la chaleur, appelée aussi thermothérapie, a elle aussi plus d'un atout. Tout d'abord, elle augmente la circulation du sang grâce à la dilatation des vaisseaux sanguins (vasodilatation). Elle favo-

rise ainsi une meilleure oxygénation des muscles et le transport de substances nutritives (glucides et lipides) pour détendre les groupes musculaires.

« L'amélioration du flux sanguin. L'augmentation du flux sanguin permet d'évacuer les toxines à l'origine des courbatures et contractures musculaires. Enfin, la chaleur a un pouvoir décongestionnant : elle détend les muscles contractés, ce qui atténue la douleur.

COMMENT JE PROCÈDE ?

« Un coussin thermique : pour le réchauffer, on place le coussin dans une eau chaude (maxi 60 °C) pen-

dant au maximum 5 minutes, ou au four à micro-ondes à 480 watts pendant quelques minutes. Puis on le sèche et on l'entoure d'un linge sec avant de l'appliquer sur la zone douloureuse. Son effet dure environ 20 minutes. à renouveler 1 ou 2 fois par jour, pendant 3 jours.

« Un patch auto chauffant : grâce à des alvéoles (à base de charbon actif, de poudre de fer...) qui agissent au contact de l'air, il maintient une température constante de la peau à 40 °C, durant environ 8 heures. Il aide à dénouer le cou, les trapèzes ou le bas du dos. On applique un patch par jour jusqu'à disparition de la douleur, sans dépasser 2 à 3 jours de traitement. « Mieux vaut ne pas les



appliquer la nuit pour ne pas risquer de se brûler la peau », conseille notre expert. Par ailleurs, la pose d'un

patch chauffant ne dispense pas d'une visite chez le médecin si la douleur persiste.

LE ROMARIN CONTRE LE TORTICOLIS

Quand la tête est coincée à cause d'un torticolis, ah, ça peut faire très mal ! Pour débouler la situation et calmer la douleur, nos grands-mères appliquaient du romarin sur leur cou. On vous explique comment faire. Votre grand-mère avait peut-être l'habitude de passer un jet d'eau chaude ou de placer une bouillotte sur son cou pour soulager rapidement un torticolis. Ce geste est toujours d'actualité. La chaleur entraîne une dilatation locale des vaisseaux sanguins, ce qui procure une sensation de chaleur là où ça fait

mal, et détend les muscles endoloris. Cette herbe aromatique méditerranéenne possède des propriétés analgésiques et décontractantes efficaces pour relâcher les tensions musculaires et calmer la douleur vive. L'alpha-terpinéol qu'elle contient lui confère des effets relaxants, et l'acide rosmarinique des vertus anti-inflammatoires.

Utilisé en huile essentielle, le romarin agit comme un anesthésiant naturel, grâce à sa teneur en camphre (près de 21 %). Les muscles s'assouplissent, les tensions sont dé-

nouées et la douleur apaisée. De quoi tordre le cou au torticolis !

Déposez dans le creux de la main 2 gouttes d'huile essentielle de romarin à camphre. Faites pénétrer sur la zone douloureuse par de légers massages circulaires.

Lavez-vous soigneusement les mains après. Répétez l'opération 3 ou 4 fois dans la journée.

LE ROMARIN EN CATAPLASME

Couper 5 ou 6 poignées de feuilles de romarin.

Faire bouillir dans une casserole remplie d'eau. Laissez chauffer 10 minutes puis filtrez.

Attendez que les feuilles ramollies aient un peu séché puis les étaler sur une compresse de gaze.

Replier le tissu et appliquer le cataplasme sur la zone douloureuse et maintenir si besoin avec un bandage.

Laisser poser pendant 1 à 20 minutes. Renouveler l'opération plusieurs fois dans la journée, en préparant, à chaque fois, un nouveau cataplasme.

Le coup de pouce des médecines douces

Un coup de froid, un peu de stress, et c'est le cou qui trinque. Quand on est bloqué par un torticolis, on est soulagé par le repos et le coup de pouce des médecines douces.

Torticolis: huiles et essentielles et homéopathie
Le torticolis est un signe d'alerte: le corps nous dit le n'en peux plus, stop ! », explique le Dr Dominique Blanc, ostéopathe. Courant d'air, mauvaise position devant l'écran... La douleur provient d'une contracture musculaire qui empêche le mouvement. Les bons réflexes ? Repos et chaleur. En principe, la douleur passe au bout de deux ou trois jours. Sinon, consultez votre généraliste, surtout si elle s'accompagne de raideur de la nuque, de fièvre ou de maux de tête.

LES HUILES ESSENTIELLES DIMINUENT LA DOULEUR
Masser la zone sensible. « Appliquer 2 gouttes d'huile essentielle de romarin à camphre, trois ou quatre fois dans la journée », conseille Danièle Festy, pharmacienne. Attention, l'huile essentielle de romarin à camphre ne convient pas aux femmes enceintes.

Si les symptômes persistent: mélanger 1 goutte d'huiles essentielles de romarin à camphre, d'héliochryse italienne, de menthe des champs et de gaulthérie. 3 gouttes d'huiles végétales de millepertuis et d'arnica. Masser trois à cinq fois par jour.

Autre solution: se décontracter avec un massage aux pierres chaudes. Réchauffer quelques chaux lisses au bain-marie, puis les placer sur la zone douloureuse avant ou après l'application d'huile essentielle. Effet relaxant garanti !

L'HOMÉOPATHIE RÉDUIT LES CONTRACTURES
Si les muscles de l'épaule (trapezes) sont contractés et presque aussi durs que du bois. Prendre une dose d'Actaea racemosa 5 CH, une fois.

Si la douleur s'aggrave au moindre mouvement. Associer Lachnantes 5 CH et Bryonia 5 CH. Prendre 2 granulés de chaque toutes les heures si le torticolis est toujours douloureux, puis espacer dès que l'on peut de nouveau bouger la tête. Les symptômes s'atténuent en principe dans la journée.

L'OSTÉOPATHIE LÈVE LES BLOCAGES
L'ostéopathe commence par poser quelques questions. Y a-t-il eu un stress ou une émotion importante qui aurait entraîné des tensions dans les derniers mois ? Autant de situations qui favorisent les blocages...

Il réalise un bilan de la mobilité afin de déterminer les manipulations nécessaires. Celles-ci peuvent se faire au niveau des épaules, ou plutôt à distance, pour rééquilibrer le bassin. Le torticolis peut cesser en une séance. Mieux vaut éviter les mouvements de rotation de la tête, qui pourraient entraîner une contraction musculaire. Un coller cervical (même peu) peut être utile pour limiter les mouvements et maintenir au chaud la zone sensible.

TORTICOLIS : ON DÉTEND LA CONTRACTURE

Au saut du lit, en tournant la tête pour regarder son réveil, on entend un petit bruit dans le cou. Une douleur vive s'installe en quelques minutes et devient de plus en plus aiguë... Aïe, c'est un torticolis !

Un mouvement brusque de la tête peut élargir une petite fissure dans un disque cervical, jusque-là indolore. Le torticolis est peut-être dû à une mauvaise position de la tête sur l'oreiller, la nuit, lors d'un trajet en voiture, en train ou en avion. Les douleurs cervicales peuvent aussi provenir d'une arthrose et être favorisées par le stress et les tensions musculaires.

LES GESTES QUI SOULAGENT VITE

- Avant tout le repos. Le torticolis guérit en deux ou trois jours si on ménage sa nuque et abaisse le seuil douloureux avec un antalgique (paracétamol).

- Des compresses chaudes, un bon bain détendent les muscles et contribuent à diminuer la douleur.

- Garder le cou immobile, en portant éventuellement une serviette éponge pliée à la bonne hauteur et fixée avec un sparadrap.

- Si la douleur est intense, le port d'un coller cervical, peut-être conseillé (en pharmacie).

QUAND CONSULTER ?

Voir un kinésithérapeute, un ostéopathe ou un chiropraticien permet souvent de retrouver plus vite la mobilité de la tête. Entre les séances, le port d'un coller cervical sera souvent conseillé. Mais attention, pour une période brève (une semaine) car l'immobilité prolongée atrophie les muscles.

QUELS TRAITEMENTS SI ÇA DURE ?

S'il s'agit d'une arthrose cervicale douloureuse, ce que les radios autour montré, les anti-inflammatoires par voie orale ou en infiltrations ont de fortes chances d'être efficaces. Les manipulations, elles, sont déconseillées. En cas de ten-

sion musculaire, les traitements physiques donnent en revanche de bons résultats. « Certains kinésithérapeutes et ostéopates pratiquent, yoga, kinésithérapie. Tout cela contribue à limiter l'impact des douleurs sur la vie de tous les jours.

PEUT-ON BOUGER UN COU SENSIBLE ?

Dès que cela va mieux, l'immobilité est pire que tout ! « Il faut faire travailler ses muscles régulièrement pour les tonifier et stimuler la colonne, améliorer sa

mobilité et favoriser les processus de réparation », insiste le Dr Jean-Yves Maigne. Piscine, gymnastique, yoga, kinésithérapie. Tout cela contribue à limiter l'impact des douleurs sur la vie de tous les jours.

QUE FAIRE POUR ÉVITER LES RÉCIDIVES ?

Il faut changer ses habitudes : adapter la position de son poste de travail (hauteur du siège, position de l'écran d'ordinateur), étirer son dos et sa nuque régulièrement dans la journée, ajuster la hauteur de l'appui-tête dans la voiture... Pour dormir, mieux vaut choisir un oreiller que l'on peut « mettre

en forme » selon sa morphologie et qui maintient la tête dans l'axe, que l'on soit sur le côté ou sur le dos. Et éviter la position sur le ventre qui oblige à torde la nuque.

LE CONSEIL DE KARL VINCENTI, CHIROPRATICIEN

Dès que possible, on pratique des exercices de « renforcement statique »: on exerce une pression avec une main sur la droite de la tête, qui doit résister pour ne pas bouger. Puis on fait de même sur la gauche, l'avant, l'arrière... Non douloureux, ces exercices permettent d'entretenir la musculature profonde du cou et de compenser les tensions dues à l'arthrose.

LES BOIS GESTES POUR RENFORCER SON COU

Voici une série d'exercices pour muscler son cou. Objectif: prévenir les douleurs et les raideurs dans la nuque et les épaules.

Le stress, la fatigue, un faux mouvement... Les douleurs à la nuque et les épaules sont vite arrivées. Voici les bons mouvements pour prévenir les raideurs. Ils sont à pratiquer deux à trois fois par semaine.

MUSCLER SON COU: VERSION FACILE

Position de départ
Debout, jambes écartées de la largeur du bassin, hisser la tête vers le ciel pour grandir la colonne vertébrale en gardant les épaules abaissées et détendues.

MOUVEMENT 1

Croiser les mains derrière la tête. Les coudes sont écartés et le menton, rentré.

Sur une expiration, pousser les mains vers l'avant tandis que la tête, immobile, résiste à la pression jusqu'à sentir une contraction dans l'arrière du cou, mais sans douleur ni crispation.

Maintenir 5 à 10 secondes. Répéter 10 fois.

MOUVEMENT 2

Poser une paume de main sur le front et rentrer le menton.

Sur une expiration, exercer une pression de la main sur le front et, en même temps, pousser la tête vers l'avant et vers le bas, en la gardant immobile, jusqu'à sentir une contraction dans l'avant du cou, sans douleur ni crispation.

Maintenir 5 à 10 secondes. Répéter 10 fois.

MOUVEMENT 3

Poser la paume de main gauche sur la tempe gauche, coude écarté et menton un peu rentré.

Sur une expiration, pousser progressivement la main sur la tempe tandis que la tête résiste en restant immobile.

Pour augmenter la résistance, pousser en même temps la tête vers la main, jusqu'à sentir une contraction dans le côté gauche du cou. Maintenir la contraction 5 à 10 secondes puis relâcher. Répéter 5 fois de chaque côté.

MUSCLER SON COU: VERSION AVANCÉE

Position de départ

Allongé sur le dos, bras le long du corps, jambes serrées, fléchir les pieds vers soi et poser les mains sur les crêtes iliaques (les petits os situés sur chaque hanche). Les coudes, légèrement écartés, sont posés au sol. Baisser un petit peu le menton.

Sur une inspiration, soulever délicatement la tête de 2 ou 3 cm en maintenant les épaules détendues au sol.

MOUVEMENT 1

Expirer et tourner lentement la tête vers la gauche en la maintenant dans l'axe de la colonne vertébrale. Garder tout le reste du corps immobile et sans tension.

Inspirer en ramenant lentement la tête au centre, sans la reposer au sol.

Expirer en tournant la tête vers la droite.

Inspirer en la ramenant au centre.

Répéter 3 fois au début (en repassant la tête entre chaque série si c'est trop dur), puis monter peu à peu jusqu'à 10 ou 20 séries.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE Violences intercommunautaires dans le fief d'un candidat

Des violences intercommunautaires, qui ont fait des blessés, se déroulent depuis vendredi à Bongouanou (200 km au nord d'Abidjan), fief du candidat à la présidentielle Pascal Affi N'Guessan, ex-Premier ministre de Laurent Gbagbo, dont la maison a été incendiée, ont rapporté samedi des médias.

Ces violences surviennent alors que l'opposition, dont fait partie M.N'Guessan, a lancé jeudi un mot d'ordre de "boycott actif" du "processus électoral" et notamment demandé à ses militants d'"empêcher la tenue de toute opération liée au scrutin" présidentiel du 31 octobre.

L'opposition demande notamment une réforme de la commission électorale et du conseil constitutionnel, qu'elle accuse d'être inféodés au pouvoir et d'avoir validé la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé.

Les habitants du quartier Agnikro (ethnie locale agni, majoritairement pro-opposition) et ceux de Dioulabougou (quartier d'ethnie dioula du Nord, majoritairement pro-Ouattara) s'affrontent à coups "de gourdins et de machettes", selon des témoins concordants. Des maisons et des magasins ont été incendiés.

"La situation est intenable... Nous avons beaucoup de blessés transportés à l'hôpital", a affirmé Mathieu, un habitant de Bongouanou. Dans une ambiance tendue, les jeunes, dont certains très alcoolisés, laissaient passer des ambulances et des habitants mais aucun autre véhicule.

Des violences intercommunautaires ont fait une quinzaine de morts en août et en septembre dans plusieurs villes du pays dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Alassane Ouattara et après le rejet par le Conseil constitutionnel de 40 candidatures, dont celles de l'ex-chef rebelle et ancien Premier ministre Guillaume Soro et de l'ancien président Laurent Gbagbo.

Outre M. Ouattara et Affi N'Guessan, l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ancien député Kouadio Konan Bertin sont en lice. Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara avait annoncé en mars renoncer à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compteur des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

La crainte de violences électorales est forte en Côte d'Ivoire, dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3.000 morts, après le refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

NIGERIA Nouvelle manifestation contre les violences policières à Lagos

Des milliers de Nigériens sont à nouveau descendus dans la rue, samedi, à Lagos, alors que le mouvement contre les violences policières ne cesse de prendre de l'ampleur, selon des médias sur place.

Plus de 10.000 personnes ont envahi les rues du centre-ville de la capitale économique du pays, la plupart brandissant des drapeaux vert et blanc du Nigeria, bloquant les principaux axes de circulation.

Cette mobilisation inédite est née mi-octobre sur les réseaux sociaux, après la diffusion d'une vidéo montrant un homme tué par des agents présumés de la SARS.

Cette unité de police est accusée depuis des années de racketter la population, d'arrestations illégales, de torture et même de meurtre.

Face à la pression de la rue, le gouvernement a annoncé, dimanche dernier, le démantèlement immédiat de cette unité spéciale et promis de réformer la police.

Mais ces annonces n'ont pas suffi à apaiser la jeunesse, qui demande désormais au gouvernement de rendre des comptes, de lutter contre la corruption et d'accorder plus de libertés. Vendredi soir, une foule considérable s'était rassemblée devant un péage de Lagos, devenu l'épicentre de la contestation, pour une veillée funèbre en hommage aux victimes des violences policières.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Pas de règlement du conflit sans un engagement sérieux du Conseil de sécurité

Le représentant du Front Polisario à l'ONU, Sidi Mohamed Ammar a affirmé samedi qu'aucun Envoyé personnel de l'ONU au Sahara Occidental ne saurait relancer le processus politique du conflit au Sahara occidental en l'absence d'une volonté politique de l'occupant marocain et de l'adhésion du Conseil de sécurité.



Dans une déclaration à l'APS à l'issu d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité tenue le weekend dernier sur le conflit au Sahara occidental, M. Mohamed Ammar a indiqué qu'"aucun Envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara Occidental ne saurait relancer le processus de règlement qui connaît un blocage depuis la démission de l'ancien Envoyé Horst Kähler en mai dernier".

Le diplomate sahraoui a tenu l'ONU et le Conseil de sécurité pour responsables de ce blocage, précisant que "les atermoiements du Secrétaire général de l'ONU et l'absence d'une volonté sérieuse chez le Conseil de sécurité ont empêché de parvenir à un règlement", appelant toutes les parties

à assumer leurs responsabilités en s'engageant effectivement dans le processus politique, a-t-il dit.

Le diplomate sahraoui a appelé le Conseil de sécurité à user de tous les moyens diplomatiques possibles en vertu du pacte de l'ONU pour faire pression sur le Maroc pour s'engager dans des négociations directes avec le Front Polisario, unique représentant légitime du peuple sahraoui en vue de parvenir à la solution tant prônée par le Conseil de sécurité, à savoir l'exercice du peuple sahraoui de son droit à autodétermination à travers un référendum libre et régulier. Par ailleurs, le représentant du Sahara Occidental aux Nations Unies, a évoqué les violations continues des droits de

l'homme dans les terres sahraouis, mettant en garde contre "cette escalade que connaît la région en raison des pratiques du Maroc qui poursuit sa politique de répression et d'intimidation contre des sahraouis désarmés en sus du pillage des ressources de ce territoire". Il a, également, met l'accent sur l'exploitation de la brèche ouverte par l'Armée marocaine dans la zone de Guerguerat, jugée illégale, par la partie sahraoui, d'autant qu'elle n'existait pas à la signature de l'accord de cessez le feu en 1991 ni lors de la signature avec la MINURSO le 01 décembre 1997 de l'accord militaire.

"Ce passage est utilisé, comme tout un chacun le sait, pour faire passer les ressources pillées du

peuple sahraoui mais aussi des marchandises interdites dont les drogues marocaines utilisées dans le financement des terroristes et des bandes du crime organisé transfrontalier", a-t-il souligné. "Face à cette situation, le Front Polisario ne peut que revoir son implication dans le processus politique, une décision fortement plébiscitée lors de son 15e congrès en décembre dernier dans le village de Tifariti (territoires libérés) lors duquel les intervenants ont appelé le nouveau commandement à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de cette décision afin de corriger le processus de règlement qui connaît de graves déviations".

MALI Mme Sanogo Aminata Mallé nommée Médiateur de la République

Le président de la Transition au Mali, Bah N'daw, a nommé Mme Sanogo Aminata Mallé Médiateur de la République, en remplacement de Akhib Haidara qui était à la tête de cette institution depuis 2013, rapportent des médias locaux.

Mme Sanogo Aminata Mallé occupait jusqu'à sa nomination, le poste de secrétaire générale du gouvernement avec rang de ministre depuis 2017. Auparavant, la native de M'Pèssoba avait mené un parcours judiciaire en exerçant,

entre autres, les fonctions de juge d'instruction, substitut du procureur de la République et présidente de tribunal. Elle est la troisième femme désignée à la tête de cette structure administrative indépendante depuis sa création en 1997.

ZAMBIE Deux policiers enlevés par des membres d'un parti

Deux policiers ont été enlevés par des membres du Parti uni pour le développement national (PUDN), a indiqué dimanche le ministre zambien de l'Intérieur, Stephen Kampyongo.

Les deux policiers ont été déployés pour assurer le passage, en toute sécurité, du convoi du

PUDN et son chef, Hakaïnde Hichilema, au niveau de la province de Muchinga, a précisé le ministre.

Il a expliqué que le convoi qui se rendait de la ville de Kasama à la capitale Lusaka s'est arrêté et attaqué des innocents avec des machettes, des briques, des mar-

teaux, des haches et d'autres armes mortelles.

Les deux policiers, qui s'acquittaient de leur mission, ont été terriblement violentés et désarmés, a-t-il dit, précisant qu'une enquête a été ouverte par les services de la police pour élucider les circonstances de cet enlèvement. Le ministre

a souligné que le gouvernement ne tolérera aucune forme de violence de ce genre et veillera à ce que toute personne impliquée soit poursuivie et traduite en justice.

Les autorités du pays continueront d'investir dans la sécurité du pays pour protéger tous les citoyens, a-t-il déclaré.

BOLIVIE Les électeurs aux urnes pour élire un nouveau président

Les Boliviens sont rappelés aux urnes, dimanche, pour élire un nouveau président un an après la démission de Evo Morales.

Le 10 novembre 2019, M. Morales avait démissionné en pleine crise politique, accusé de fraude par l'opposition, alors qu'il brigait un quatrième mandat.

Son dauphin, son ancien ministre de l'Économie, Luis Arce, 57 ans, candidat pour le Mouvement vers le socialisme (MAS), et son principal rival, l'ex-président Carlos Mesa, 67 ans, sont les favoris parmi six candidats.

Selon les derniers sondages, M. Arce, considéré comme le père du "miracle (économique) bolivien", arrive en tête des intentions de vote au premier tour, mais ne devrait pas échapper à un second tour, prévu le 29 novembre.

Quelque 7,3 millions de Boliviens sont appelés à élire leur président, mais aussi leur vice-président, et à renouveler l'ensemble du Parlement, actuellement dominé par le MAS. En raison de la pandémie de coronavirus, la cam-



pagne s'est principalement déroulée en ligne et sur les réseaux sociaux. Les bureaux de vote ouvriront à 08H00 locales (12H00 GMT) et fermeront à 17H00 (21H00 GMT). Le Tribunal électoral a fait

savoir samedi que, pour éviter de générer des incertitudes et des tensions, aucun résultat préliminaire ne sera divulgué: "nous n'aurons pas le résultat officiel et final dimanche soir. Nous allons nous donner

quelques heures de plus, et il est important que les citoyens fassent preuve de patience car le résultat sera fiable, quoiqu'un peu plus lent", a justifié son président, Salvador Romero.

ARMÉNIE - AZERBAÏDJAN

Le Pakistan rejette les remarques du Premier ministre arménien sur l'implication des forces armées dans le conflit

Le Pakistan a jugé samedi "sans fondement et injustifiés" les commentaires du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan selon lesquels les forces spéciales pakistanaïses combattent aux côtés de l'armée azerbaïdjanaïse dans le conflit en cours.

Les affrontements entre les forces arméniennes et azerbaïdjanaïses sur la région contestée du Haut-Karabakh ont commencé fin septembre, les deux pays rejetant sur le camp adverse la responsabilité de l'intensification du conflit et des bombardements de civils. L'Arménie

et l'Azerbaïdjan sont à couteaux tirés sur la région montagneuse du Haut-Karabakh depuis 1988. Des pourparlers de paix ont eu lieu depuis 1994, date à laquelle un cessez-le-feu a été conclu, mais il y a eu des affrontements mineurs occasionnels depuis lors.

"Nous avons vu la transcription de l'interview du Premier ministre arménien accordée le 15 octobre dernier à une télévision russe et faisant référence à des rapports non corroborés alléguant l'implication des forces spéciales pakistanaïses aux côtés de l'armée azerbaïdja-

naise dans le conflit en cours. Nous rejetons catégoriquement ces commentaires sans fondement et injustifiés du Premier ministre arménien", a déclaré le ministère pakistanaïse des Affaires étrangères.

Un communiqué du ministère des Affaires étrangères précise que le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a également clarifié sa position sur la question en déclarant que les forces azerbaïdjanaïses sont suffisamment fortes pour défendre leur patrie et qu'elles n'ont pas besoin de l'aide des forces étrangères.

THAÏLANDE

Manifestation à Bangkok pour réclamer la démission du Premier ministre

Des milliers de manifestants bravaient dimanche, pour la quatrième journée consécutive, l'interdiction de rassemblement à Bangkok pour réclamer la démission du Premier ministre et une "réforme" de la monarchie, rapportent des médias.

La police avait évacué les protestataires à l'aide de canons à eau et procédé à une série d'interpellations, qui n'ont pas dissuadé la contestation, des étudiants pour la plupart.

"Dissolution du Parlement!" scandaient notamment les manifestants, réunis au Monument de la Démocratie au cœur de la capitale.

Plusieurs protestataires brandissaient des portraits de leaders de la protestation arrêtés ces derniers jours, dont celui du militant Anon Numpu détenu depuis vendredi à Chiang Mai (nord).

Des casques, des lunettes et des masques de protection



étaient distribués contre une éventuelle charge des forces de l'ordre.

"Je veux pouvoir parler librement du roi, c'est un droit légitime", a relevé une étudiante citée par des agences.

Le mouvement exhorte à l'abrogation de la loi qui punit de trois à quinze ans de prison toute diffamation ou insulte envers le monarque et sa famille.

Il demande aussi davantage de "transparence" dans les finances de la monarchie et la "non-ingérence" du souverain

dans les affaires politiques.

Le roi Maha Vajiralongkorn n'a pas directement commenté les événements, mais a déclaré que la Thaïlande avait "besoin d'un peuple qui aime son pays".

Les organisateurs ont appelé à d'autres manifestations dans plusieurs provinces du royaume, mais aussi en France, aux États-Unis, au Canada ou encore en Norvège.

Le mouvement, qui défile depuis trois mois, réclame également la démission du Premier ministre, le général

Prayut Chan-O-Cha, porté au pouvoir à la faveur d'un coup d'État en 2014 et légitimé par des élections controversées l'année dernière.

Il avertit qu'il ne démissionnerait pas, brandissant la menace d'un couvre-feu si la situation perdure.

Interdiction des rassemblements de plus de quatre personnes, proscription des publications en ligne jugées "contraires à la sécurité nationale": les autorités ont déjà promulgué jeudi des mesures d'urgence pour tenter de briser la contestation.

Elles ont motivé leur décision, en dénonçant des incidents la veille à l'encontre d'un cortège royal: des dizaines de manifestants avaient protesté devant le véhicule de la reine Suthida en signe de défi.

La Thaïlande est habituée aux violences politiques, avec 12 coups d'État depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932.

ÉTATS-UNIS

Trump poursuit sa campagne et multiplie les déplacements

Donald Trump poursuit sa campagne à un rythme effréné, avec de multiples déplacements à travers le pays samedi, pour mobiliser ses troupes et rattraper son retard sur son adversaire démocrate Joe Biden, à 17 jours de l'élection présidentielle américaine, selon des médias locaux.

M. Trump se rendra dans le Michigan puis le Wisconsin, deux États traditionnellement démocrates qu'il avait remportés en 2016, avant de rejoindre Las Vegas le soir pour une tournée dans l'Ouest du pays dès dimanche.

Confronté à des sondages qui le donnent battu, à une pandémie de coronavirus qui a dépassé les 8 millions de cas positifs aux États-Unis, et aux doutes qui surgissent dans son propre camp, l'hôte de la Maison Blanche "mise tout" pour combler son retard, a assuré samedi sa porte-parole, Kayleigh McEnany.

"La stratégie du président est de travailler pour avoir les voix du peuple américain.

C'est la raison pour laquelle il sera dans deux États aujourd'hui et qu'il fera deux meetings demain, et deux autres en Arizona lundi", a-t-elle assuré sur Fox News.

Comme en 2016, Donald Trump, fait une intense campagne de terrain avec plusieurs déplacements par jour. Il s'est rendu vendredi en Géorgie et en Floride, deux États qu'il peut difficilement se permettre de perdre s'il veut l'emporter face à Joe Biden le 3 novembre.

Des milliers de femmes manifestent contre Trump aux États-Unis

Des milliers d'opposantes au président Donald Trump ont manifesté samedi aux États-Unis contre la nomination à la Cour suprême d'une juge conservatrice et contre la réélection du milliardaire.

La magistrate Amy Coney Barrett, une fervente catholique, a été désignée pour remplacer l'icône progressiste Ruth Bader Ginsburg, décédée le 18 septembre, et le président américain mise sur la majorité républicaine au Sénat pour valider son choix avant l'élection du 3 novembre.

Plus de 100.000 personnes sont attendues, selon les organisateurs, dans les quelque 430 cortèges disséminés à travers les États-Unis, dans le cadre d'un mouvement de protestation national baptisé "Marche des femmes 2020", inspiré par celle ayant eu lieu en 2017 à Washington, et qui avait réuni des millions de protestataires.

Dans la capitale, si la foule était plus réduite qu'en 2017 en raison de la pandémie, plusieurs milliers de personnes avaient rejoint en début d'après-midi le cortège qui devait passer devant la Cour suprême et le Congrès américain.

A New York, environ 300 manifestantes se sont rassemblées sur la place Washington Square, coiffées d'un bonnet rose ou portant des affiches de soutien à Joe Biden, le candidat démocrate à la présidentielle.

LITTÉRATURE

"La littérature algérienne en exil", thème d'une conférence tenue à Alger

Une conférence sur le thème de "La littérature algérienne en exil", a été animée samedi à Alger par des académiciens chercheurs, qui sont revenus sur le parcours et le contexte environnant de plusieurs auteurs établis à l'étranger ou s'exprimant dans la "langue de l'autre", à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration.

rganisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) en commémoration de la Journée nationale de l'émigration, marquant le 59e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 cette rencontre a été animée à la villa Dar Abdeltif, par six universitaires et traducteurs qui ont évoqué l'attachement profond et indéfectible à la mère patrie exprimé dans une production littéraire de "haute esthétique", par la diaspora algérienne.

Abordant l'œuvre de l'écrivain et dramaturge Kateb Yacine, l'écrivain et homme de théâtre H'mida Ayachi a d'abord relaté sa rencontre durant les années 1970, avec "ce monument de la créativité" alors qu'il occupait le poste de directeur du Théâtre régional de Sidi Bel Abbès.

L'auteur de "Prophète de la désobéissance" (2011) a évoqué de facettes enfouies dans la personnalité de Kateb Yacine, qu'il n'exprimait qu'à travers une "créativité abondante aux formes esthétiques" à l'image des massacres du 8 mai 1945 et la prise de conscience, la rencontre avec la Révolution, le rapport à la mère, la relation avec l'histoire et l'Emir Abdelkader, les préoccupations et les errances.

"Le théâtre de Kateb Yacine, qui se joue sur une scène vide (...) se caractérise par la puissance du texte qu'il soutient avec des rites et des chants populaires", explique H'mida Ayachi, citant quelques uns de ses textes, écrits ou montés en spectacles.

La secrétaire générale de la Fondation "Emir-Abdelkader", Z'hor Assia Boutaleb

est ensuite intervenue pour rappeler que l'Emir Abdelkader était aussi rattaché à l'école doctrinale de la pensée d'Ibn Arabi et un des maîtres spirituels majeurs du soufisme contemporain" durant son exil à Damas (Syrie). Les enseignements qu'il prodiguait à ses disciples ont été rassemblés dans l'ouvrage "Kitab Al Mawaqif" (Le livre des haltes).

L'universitaire-traducteur des œuvres de Mohamed Dib, Mohamed Sari a, quant à lui, mis en valeur l'importance du travail de la traduction dans la récupération de la littérature algérienne "écrite dans la langue de l'autre". Il a fait remarquer que chez les écrivains algériens, "l'acte d'écrire est en soi une traduction" car l'emploi des langues dites "savantes" (l'Arabe ou le Français), ne sert qu'à traduire un imaginaire imprimé en "langue populaire" (dardja ou Tamazight), d'où cette "diglossie" (distance entre la langue d'écriture et celle de la réflexion) existante de fait dans la littérature algérienne.

L'universitaire spécialiste de Mohamed Dib, Amel Salhi a communiqué sur l'"engagement de Dib" dans ses écrits refusant de se conformer au modèle de l'"intellectuel imposé par l'occident".

Le romancier et maître de conférence Fayçal Lahmar a abordé le thème de la littérature algérienne d'expression arabe traversant l'exil, à l'exemple de Ahlem Mosteghanemi. La directrice de l'organisation de la diffusion culturelle au ministère de la Culture et des Arts, Djamilia Mustapha Zeggai a présenté à l'assistance l'écrivaine exilée

Fatima Bouregga Gallaire, qui s'est servi de la langue de l'autre pour dire ouvertement et sans tabous, les travers de sa société d'origine, alors que l'universitaire Chahrazed Toufouti a évoqué "l'ambivalence de la présence et de l'absence" chez Assia Djebbar et son attachement à l'Algérie, citant ses ouvrages, "Une femme sans tombe" et "Les enfants du nouveau monde". Célébrée le 17 octobre de chaque année, la Journée nationale de l'émigration marque les massacres com-



mis par la police française contre des Algériens sortis manifester pacifiquement le 17 octobre 1961 à Paris contre un couvre-feu pour contester et dénoncer pacifiquement le couvre feu décidé uniquement à leur en-

contre.

CULTURE

CINÉMA

Possibilité de rétrocession des salles de cinéma inexploitées au ministère de la Culture (PLF 2021)

Les salles de cinéma, inexploitées ou détournées de leur vocation initiale, peuvent être rétrocédées au domaine privé de l'Etat et dont la gestion est confiée au ministère de la Culture, selon le texte du Projet de loi de finances (PLF 2021), publié sur le site Internet du ministère des Finances.

"Les salles de spectacles cinématographiques, cédées aux communes en application de l'article 88 de la loi n 80-12 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour 1981, non exploitées ou détournées, peuvent être, après délibération de l'Assemblée populaire communale, rétrocédées au domaine privé de l'Etat et dont la gestion est confiée au ministère de la Culture, selon les termes de l'article 109 du

texte, qui exclut "les biens immeubles appartenant à des particuliers". L'article 110 du projet de loi stipule que l'Etat apportera une contribution financière au profit des communes concernées par le transfert des salles de cinéma.

Les salles de cinéma, entre autres structures publiques, ont été cédées, à titre gratuit, au profit des communes sur le territoire desquelles ces lieux de spectacle sont situés, selon les termes de l'article 88 de la Loi de finances pour 1981. Le ministère de la Culture et des Arts compte aujourd'hui 81 salles de cinéma sous sa tutelle dont à peine 25 sont exploitées, alors que les communes s'attribuent la gestion de plus de 251 autres salles majoritairement inexploitées, délabrées ou détournées.

CINÉMA

Le film Héliopolis de Djaâfar Gacem en compétition pour l'Oscar 2021 du meilleur film international

Le film "Héliopolis" du réalisateur Djaâfar Gacem a été retenu pour représenter l'Algérie à l'Oscar du meilleur long métrage international (film non-anglophone) qu'organise l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences (AMPAS), a indiqué le Comité de sélection algérien, présidé par le réalisateur Mohamed Lakhdar Hamina.

Inspiré de faits réels dans l'Algérie des années quarante (1940), le film traite des deux visions, assimilationniste véhiculée par le fils d'un Gaid, et indépendantiste à travers les idées d'un jeune étudiant, fils d'un propriétaire terrien dans la bourgade d'"Héliopolis" à Guelma (Est d'Algérie).

Le film qui détaille les raisons qui ont mené aux manifestations du peuple algérien le 8 mai 1945 au lendemain de la fin de la deuxième Guerre mondiale, se veut une condamnation expresse des massacres auxquels s'est livrée la France coloniale en Algérie. Selon le réalisateur, le film "est prêt depuis fin février passé", mais sa projection avait été reportée à plusieurs reprises par la partie en charge de sa production, le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), re levant du mi-

nistère de la Culture et des Arts. A l'affiche de ce premier long métrage du réalisateur Djaâfar Gacem des acteurs algériens, tel Aziz Boukrouni, Mehdi Ramdani et Fodhil Assoul en plus d'acteurs français.

Egalement scénariste, Djaâfar Gacem s'est rendu célèbre à travers la réalisation de plusieurs sitcoms et séries à succès, à l'instar de Nass Mlah City (2001), Djemal Family (2008) et Soltane Acher (2015). Pour qu'un film figure sur sa première liste du meilleur long métrage international, l'AMPAS exige, entre autre, une projection commerciale, durant au moins une semaine, dans le pays d'origine.

La remise des Oscars de la 93 édition (2021) aura lieu le 25 avril prochain au lieu de 28 février (rendez-vous habituel), et ce en raison de la pandémie de Coronavirus.

La 92e Cérémonie a vu la consécration du film sud-coréen "Parasite", qui a raflé le prix du meilleur film long métrage international. L'Algérie avait décroché ce prestigieux prix en 1969 pour le film franco-algérien "Z" du réalisateur franco-grec Costa-Gavras.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE SETIF
DAIRA DE BOUANDAS
COMMUNE DE AIT TIZI
MATRICULE FISCAL : 098419549001124
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°03/2020

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ait Tizi, Daïra de Bouandas, Wilaya de Sétif, lance un Appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales pour la réalisation du projet :

Etude, réalisation et équipement d'une cantine scolaire au primaire TAIBI MAHMOUD Inefthahen (lot de la réalisation)

Les soumissionnaires qualifiés et intéressés par le présent avis peuvent soumissionner, retirer le cahier des charges auprès de: **Bureau des Marchés Publics de la Commune d'Ait Tizi, Daïra de Bouandas, Wilaya de Sétif** contre paiement de la somme de deux mille dinars Algériens (2000DA) non remboursable représentant les frais de la documentation auprès de trésorier communal de BOUANDAS.

Les dossiers des Candidatures; Les offres techniques et financières contenues dans trois enveloppes distinctes doivent parvenir, sous pli cacheté, le dépôt des plis sera à La secrétaire générale de la Commune d'AIT TIZI.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention: **"ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et évaluation des offres, projet Etude : réalisation et équipement d'une cantine scolaire au primaire TAIBI MAHMOUD Inefthahen (lot de la réalisation) AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°03/2020**

Les soumissions doivent être constituées d'un dossier de candidature; d'une Offre technique et d'une Offre financière.

1/Dossier de Candidature doit comporter les pièces suivantes:

- La Déclaration de candidature et La déclaration de probité contenant toutes les informations, datées et signée.
- La copie légalisée de dépôt des comptes sociaux de la société.
- Certificat de qualification en Bâtiment (activité principale) zème degré et plus.
- La copie légalisée du registre de commerce.
- La copie légalisée de la carte d'identification fiscale (NIF).
- Le casier judiciaire du dirigeant de la société.
- La copie légalisée de l'attestation de mise à jour

- (cnas, casnos, cacobathp).
- la copie légalisée de l'extrait de rôle.
- Les trois derniers bilans comptables et leurs annexes visés par les services des impôts.
- Les bonnes exécutions à la construction (bâtiment) des années 2017-2018-2019
- La liste des travailleurs (affiliation au cnas, diplôme)
- La liste matérielles (carte grise, rapport d'expert)
- 2/ L'offre techniques doit comporter les pièces suivantes:**
- Déclaration à soucrire contenant toutes les informations, datées et signée
- Prescription pour les soumissionnaires contenant toutes les informations, datées, signée et cacheté.
- Cahier des charges contenant toutes les informations, datées, signée et cacheté, et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Le devis descriptif, datées, signée et cacheté, et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepte »
- Le mémoire technique justificatif contient toutes les informations, datées, signée et cacheté.
- Le planning de réalisation des travaux suivant la durée précisée clair est détaillé soulon les articles des travaux.

3/ L'offre financière doit comporter les pièces suivantes:

- La lettre de soumission, selon modèle joint au dossier d'appel d'offre national, dument remplie et signée.
- Le bordereau des prix unitaires et Le devis estimatif et quantitatif datées, signée et cacheté, et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Observation:**
- La date limite de remise des offres est fixée à **(15) quinze jours** à partir de la première parution dans les journaux nationaux ou BOMOP.
- Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant des délais de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres plus les délais de préparation des offres.
- La séance d'ouverture des plis aura lieu publiquement le dernier jour de la date limite des dépôts des offres à **11 heures** au niveau du siège de la commune sise à l'adresse indiquée.

CONCOURS

Deux équipes d'étudiants algériens en finale régionale de "Huawei ICT Competition"

Deux équipes d'étudiants algériens ont pris part mardi à la finale de la compétition régionale organisée par l'entreprise chinoise des télécommunications et appareils connectés Huawei qui a eu lieu via visioconférence pour une place à la finale mondiale de "Huawei ICT Competition" qui se déroulera à Shenzhen (Chine) le 31 octobre prochain, indique le groupe dans un communiqué.



Après la finale nationale de la compétition des TIC de Huawei qui s'est tenue en septembre dernier, 7 étudiants représentant différents établissements universitaires (USTHB, université de Saïda, INTIC), en compagnie de deux instructeurs, ont concouru dans deux spécialités, à savoir le Réseau et le Cloud pour une place à la finale mondiale de Huawei ICT Competition, précise la même source.

"Venus des 4 coins du pays, ces étudiants ont effectué un stage de préparation de 5 jours à Alger afin de bien préparer leur

participation à cette compétition internationale", ajoute-t-on.

A rappeler que Huawei Algérie, "dans le cadre de sa contribution au développement de l'écosystème de talents en TIC et faire face aux impératifs de la transformation digitale", avait organisé, fin septembre dernier, via visioconférence, la finale nationale Huawei ICT Competition en faveur de plus de 3000 étudiants algériens, issus de 10 équipes venant d'universités et instituts de l'Enseignement supérieur.

Huawei a coopéré, dans le cadre de son pro-

gramme "Huawei ICT Academy", avec plus de 900 universités à travers le monde en faveur de plus de 45.000 étudiants par an.

En Algérie, Huawei a signé un accord de partenariat avec 10 universités et établissements de l'Enseignement supérieur.

Ce nombre sera augmenté à 25 avant la fin de l'année. Il est à rappeler que durant l'édition de 2019 de Huawei ICT Competition, une équipe algérienne composée de 3 étudiants et un tuteur ont eu la première place parmi les 61 équipes participantes venant de 61 pays.

INTERNET

2,2 millions de publicités sur Facebook et Instagram retirés en amont de l'élection américaine

Le vice-président de Facebook, Nick Clegg, a indiqué dans une interview au Journal du Dimanche que "2,2 millions de publicités ont été rejetées" et "120.000 posts Facebook et Instagram ont été retirés pour tentative d'entrave à la participation au scrutin", en amont de l'élection américaine. En outre, "des avertissements ont été affichés sur 150 millions de fausses informations vérifiées par des médias indépendants", dont l'AFP, a expliqué à l'hebdomadaire français le vice-président Affaires publiques et communication de l'entreprise américaine. Facebook multiplie depuis des mois les efforts pour ne pas répéter le traumatisme de 2016, quand son réseau avait été utilisé pour des opérations massives de manipulation des électeurs, menées depuis la Russie, lors des scrutins présidentiel aux Etats-Unis et sur le Brexit au Royaume-Uni.

"Trente-cinq mille collaborateurs s'occupent de la sécurité de nos plateformes et contribuent aux élections. Nous avons établi des partenariats avec 70 médias spécialisés, dont cinq en France, dans la vérification d'informations", décrit Nick Clegg. "Nous dispo-

sons aussi d'outils d'intelligence artificielle. Ils ont permis la suppression de milliards de publications et de faux comptes, avant même qu'ils ne soient signalés par des utilisateurs", indique le vice-président de Facebook.

Le site stocke en outre "toutes les publicités et les informations telles que leur financement ou leur provenance pendant sept ans afin d'assurer la transparence". En 2016, indique encore l'ancien vice-premier ministre britannique au JDD, "Facebook n'avait ni identifié ni supprimé un seul réseau étranger interférant dans l'élection.

Entre mars et septembre de cette année, nous avons supprimé 30 réseaux malveillants dans le monde, dont certains visaient les Etats-Unis". Début octobre, Facebook avait retiré plus de 300 comptes et pages, actifs sur Facebook et Instagram. Il avait établi un lien avec un cabinet de marketing, Rally Forge, qui travaille pour Turning Point USA, une organisation qui vise à mobiliser les étudiants autour de Donald Trump, notamment dans les Etats où l'élection est particulièrement serrée.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
OFFICE NATIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES
DIRECTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES M'SILA POLE

Numéro d'identification fiscale: 001428019012058
Adresse : cite lotissement 05 en face chemin de Fer -M'sila-

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2020

La Direction des Œuvres Universitaires M'sila Pole Lance un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2020, relatifs au transport des étudiants durant l'année 2021 en modes urbain
Lot Unique, transport urbain des étudiants

durant l'année 2021

I - CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Peuvent participer à cet appel d'offres, les entreprises répondant aux conditions suivantes

Intitulé du lot	Conditions d'éligibilité pour la participation à l'appel d'offres.
Lot Unique: transport urbain des étudiants durant l'année 2021	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités techniques : <ul style="list-style-type: none"> - Possédant des véhicules dédiés au transport public de voyageurs (autobus), dont le nombre ne peut être inférieur au nombre exigé pour le lot unique, tel que fixé en annexe du présent cahier des charges. - Les véhicules proposés doivent être de type "autobus", dont la capacité minimale exigée est de 70 passagers et ce, conformément aux dispositions de la circulaire du ministre du transport n°35 du 28 janvier 2001, fixant les modalités de mise en œuvre des conditions d'exercice des activités de transport terrestre des voyageurs et des marchandises et d'un âge inférieur à quinze (15) ans au 31/12/2020.

II - RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES :

Les candidats intéressés peuvent, directement ou par le biais de représentants dûment mandatés par leurs soins, retirer le cahier des charges relatif à cet appel d'offres, à l'adresse figurant ci-dessous :

Direction des Œuvres Universitaires M'sila Pole

Adresse : cite lotissement 05 en face chemin de Fer - M'sila -

III - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE:

Les offres doivent être établies en deux copies sans rature ni surcharge. Les offres doivent comporter.

1- Un dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
- Une déclaration de probité remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges...etc. (Voir article 10 cahier des charges, instructions aux soumissionnaires).

Le dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe à part, cachetée (scellée), comportant que les mentions suivantes :

Dénomination de l'entreprise:
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/DOU M'sila Pole/2020

Ayant pour objet le transport des étudiants en mode urbain durant l'année 2021
- DOSSIER DE CANDIDATURE -

2- Offre Technique :

L'offre technique doit comprendre ce qui suit: - une déclaration à souscrire remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges

- **Mémoire technique Justificatif :** liste (s) des moyens matériels et humains proposés pour le transport, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
- Le cahier des charges revêtu en sa dernière page, à l'endroit indiqué à cet effet, du cachet et de la signature du soumissionnaire, précédés de la mention manuscrite « Lu et accepté » ;

L'offre technique doit être insérée dans une enveloppe à part, cachetée (scellée), comportant que les mentions suivantes :

Dénomination de l'entreprise:
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/DOU M'sila Pole /2020 Ayant pour objet le transport des étudiants en mode urbain durant l'année 2021
- OFFRE TECHNIQUE -

3. Offre financière :

L'offre financière doit comprendre ce qui suit - une lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges;
- Bordereau(x) des prix unitaires rempli, daté

et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges;
- Détail quantitatif(s) et estimatif(s) rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
L'offre financière doit être insérée dans une enveloppe à part, cachetée (scellée), comportant que les mentions suivantes :

Dénomination de l'entreprise:
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/DOU M'sila Pole/2020 Ayant pour objet le transport des étudiants en mode urbain durant l'année 2021

- OFFRE (S) FINANCIERE (S) -

Les trois enveloppes ci-dessus, comportant le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, doivent être insérées dans une enveloppe unique fermée et anonyme ne comportant que les mentions suivantes :

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°01/DOU M'sila Pole/2020 ayant pour objet le transport des étudiants en mode urbain durant l'année 2021»

IV- DUREE DE PREPARATION DES OFFRES :
La durée de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours par référence à la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres, lorsqu'elle est requise, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), ou à la presse nationale quotidienne.

V- DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES :

La Date et heure limite de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de la durée de préparation des offres à 12H00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou avec des jours de repos légal (vendredi et samedi), la date de dépôt des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

VI- LIEU DE DEPOT DES OFFRES :

Les offres doivent être déposées par leur propriétaire ou son représentant dûment habilité à l'adresse suivante: **Direction des Œuvres Universitaires M'sila Pole**
Adresse : cite lotissement 05 en face chemin de Fer - M'sila -

VII- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est égal à la durée de préparation des offres telle que mentionnée à l'article 13 cahier des charges, instructions aux soumissionnaires), augmentée de trois (03) mois et ce, à compter de la date de leur dépôt.

VIII- OUVERTURE DES PLS

L'ouverture des plis, aura lieu le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 13H00, elle sera assurée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres du service contractant en séance publique, en présence des soumissionnaires intéressés ou de leurs représentants dûment mandatés par leurs soins.

Programme de la soirée

TF1 21:15

Joséphine, ange gardien



Maëva, Lou et Amel, élèves de terminale du réputé lycée privé Vendôme, sont convoquées par la police, soupçonnées de dissimuler la vérité sur la disparition de leur amie Flavie. Toutes les quatre sont censées prendre part à un championnat sportif le lendemain. Joséphine n'a donc que 24 heures pour découvrir ce qu'elles cachent, aidée par son stagiaire Ismaël qui a une idée pour gagner du temps : revenir trois jours plus tôt.

france 2 21:05

Vulnérables



Se pare et en conflit avec son fils de 14 ans, Elisabeth doit sans doute l'êchec de sa vie privée à l'énergie trop passionnée qu'elle consacre à son travail. Educatrice pour jeunes clandestins, elle ne supporte plus l'injustice dont ils sont victimes. Quand elle rencontre un enfant afghan, elle décide de l'heberger au risque de destabiliser encore plus sa famille.

france 3 20:55

Secrets d'histoire



L'animateur plonge au cœur du VIII^e siècle, à la rencontre de Charles Ier le Grand, dit Charlemagne, qui a fait de son petit royaume un véritable empire grand comme deux fois la France et a inventé la papauté moderne, à Rome. Les historiens révèlent que l'empereur à la barbe fleurie savait lire mais ne maîtrisait pas l'écriture. Homme à femmes, il refusait de voir ses filles se marier. D'Aix-la-Chapelle à Reims, en passant par l'abbaye de Saint-Gall, en Suisse, les trésors sont encore nombreux qui témoignent du faste de son règne. L'émission part sur les traces de ce personnage de légende, véritable restaurateur de l'Empire romain en Occident.

CANAL+ 20:20

La Flamme



Marc apprend que les candidates préparent un grand buffet de tartines beurrées à l'occasion de la fête de la "Jean-Guile". Le célibataire semble est le seul à ne pas connaître cette fête traditionnelle célébrée chaque année. De leur côté, les jeunes femmes décident de se déguiser pour l'occasion. Contre toute attente, Sarah ressent les premiers signes de l'accouchement. La production de l'émission l'emmène en urgence à l'hôpital.

6 20:35

L'amour est dans le pré



Après nous avoir confié avec courage leur profonde solitude sentimentale, 11 hommes et 2 femmes âgés de 37 à 63 ans sont prêts pour le grand saut dans le vide, emplis d'espoir que leur rêve devienne réalité. L'heure est enfin venue pour nos 13 cœurs à prendre de se lancer, à corps perdu, dans cette quête absolue du grand amour.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2573

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

		1		9						
	8		5	3						
1		9	8				7			
6				5	2					
4	5			6	1					
8	2				4					
2		4	6		7					
		2	7	1						
	9		1			3		1		3
						5	9			
					1			3		
					3		7			
		8		4		8			9	4
	5	9	4				9	2	6	
8		2	1		7		8	7	4	3
5				2	7		8			6
2	6			9	3		4	1		9
9	4				6		6	7		5
		7	8			9		3	7	8
		5	4	7				2	6	7
	7		3					8		9

Horizontalement:
1 - Grand arbre à conserver
2 - Chauves-souris
3 - Refus précis - Fit confiance
4 - Saute - Monument funéraire
5 - Dose - Philosophie japonaise
6 - Partie de squelette - Ecume d'enragé - Sigle papal
7 - Rebelle
8 - Obtenues - Délice
9 - Lisse - Volonté de bébé - Joie d'aficionado
10 - Rots - Devant la matière

Verticalement:
A - Petit avion
B - Parfums de cuisine - Page de canard
C - Brides - Rognon
D - Note - Aïrs à succès
E - Vainqueur du scrutin - Avare - Drame de geisha
F - Phase de lune - Châtierai
G - Délicatesse - Première femme
H - Allez au hasard - Moi sur le divan
I - Idolâtres - Blonde de pub
J - Objets du chef

«Tout le monde ment ; bien mentir, voilà ce qu'il faut.»

Albert Camus

Mots croisés N°2573



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3			■	■	■					
4				■	■					
5										
6			■	■	■					
7		■					■	■		
8					■	■				
9				■	■			■	■	
10								■	■	



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1273

mysté- rieuses ↓	ralenti- rait pas très nets ↓	employé ↓	véhicule urbain ordon- ner ↓	art de questio- naire ↓	extrait ↓	fin de non- recevoir gaie ↓
fondation →					début de roman ↓	
émér- gence sans altruisme →		collera →		inoccupé →		
		titre féodal ↓		broué ↓		il vaut de l'or rat musqué →
dotées →				cités de mineurs →		
rayon de lumière ↓				dresse ↓		
			promes- se magicien indien ↓			ville d'Alsace ↓
fit des vers ↓	recons- truirai genre de fouine ↓				objets du hasard poil de carotte ↓	
		réduira la voile ↓				normes ↓
		très sale ↓		mère des Titans entre- lacée ↓	sous- traire précipi- tées ↓	
					cria très fort ↓	
					délicieux ↓	
coordi- nation très risquées ↓		bel emplumé monnaie récente ↓		fondais ↓		
				très court ↓		anti- imoine en chimie propre ↓
						orifice organi- que ↓
	vieux portugais curais la cheminée ↓					
						troublé ↓
					semblable ↓	
						écriture rapide ↓
élève au rang de chevalier esprit ↓		point sur la rose ↓		éprouver ↓		argent à l'amphi- manufac- ture ↓
		soujler ↓		fond de cuve ↓		
écus- sonna ↓	palais du sultan ↓				posséda ↓	
	résista ↓				périodes ↓	
		groupes de cartes pièce à Bucarest ↓				casse ↓
						cours de Nubie ↓
parfumer le gigot bien achevée ↓				genre de scie siqle papal ↓		
			croc de boucher ↓			abri d' oisillons →
riqoureux →						
					monoli- the gravé →	

Solution

Sudoku n° 2573

2	6	4	1	6	7	9	3	8
7	9	8	4	6	3	2	6	1
1	3	6	9	8	2	4	7	5
9	6	7	3	1	4	5	8	2
3	4	5	7	2	8	6	1	9
8	1	2	6	9	5	7	4	3
5	2	1	8	4	6	3	9	7
6	8	3	2	7	9	1	5	4
4	7	9	5	3	1	8	2	6
2	3	8	5	1	9	6	4	7
7	4	1	8	2	6	3	9	5
9	6	5	3	4	7	1	2	8
2	6	3	8	5	7	4	1	9
1	7	5	3	9	4	6	8	2
8	4	9	2	1	6	5	7	3
3	5	8	9	6	1	2	4	7
7	2	6	4	8	5	9	3	1
9	1	4	7	3	2	8	6	5
4	9	2	1	7	8	3	5	6
6	3	1	5	4	9	7	2	8
6	8	7	6	2	3	1	9	4

Mots Croisés n° 2573

Horizontalement

- 1: Marmonteau - 2: Oreillards - 3: Non - Crut
4: Omet - Stèle - 5: Mesure - Zen - 6: Os - Bave - SS
7: Rétine - 8: Eues - Régala
9: Uni - Na - Olé - 10: Renvois - Es

Verticalement

- A : Monomoteur - B : Aromes - Une - C : Rènes - Rein
D : Mi - Tubes - E : Elu - Rat - On - F : NL - Sévirai
G : Tact - Eve - H : Errez - Ego
I : Adules - Ale - J : Ustensiles

Grille géante n° 1273

■	E	F	U	T	E	J	R					
■	I	F	A	S	T	U	C	J	R			
■	I	N	F	R	A	S	T	U	C	J	R	
■	I	N	F	R	A	S	T	U	C	J	R	
■	E	G	M	U	N	E	R	A	T	I	S	R
■	L	A	S	R	E	R	A	S	E	R	A	S
■	T	M	A	R	E	F	E	R	A	S	E	R
■	R	I	M	A	I	C	K	I	N	A	S	R
■	L	Q	U	S	T	R	A	T	I	N	A	S
■	O	S	L	E	T	A	R	A	R	O	B	O
■	A	M	E	S	S	E	R	E	R	A	S	E
■	O	S	L	E	T	A	R	A	R	O	B	O
■	T	R	I	L	R	E	U	M	E	B	E	R
■	A	M	E	S	S	E	R	E	R	A	S	E
■	E	N	T	A	S	A	B	A	L	L	A	S
■	F	A	N	I	L	L	E	R	E	S	S	E
■	S	T	R	I	C	T	S	S	S	T	E	L

GOLF (CJ CUP) L'Américain Russell Henley file en tête du tournoi

L'Américain Russell Henley a pris la tête du tournoi de golf de la CJ Cup, samedi à Shadow Creek (Nevada, Etats-Unis) en enchaînant trois birdies pour prendre trois coups d'avance sur ses poursuivants.

Henley a profité de la contre-performance de son compatriote Xander Schauffele, qui comptait lui-même trois coups d'avance la veille mais a connu une journée particulièrement difficile. Il devance un groupe de quatre joueurs, composé, outre Schauffele, de Lanto Griffin, Talor Gooch et Jason Kokrak.

BOXE L'Américain Lopez remporte le titre unifié des légers

L'Américain Teofimo Lopez a remporté le titre unifié des légers, en battant à l'unanimité des juges au terme d'un combat serré contre l'Ukrainien Vasiliy Lomachenko samedi à Las Vegas.

Lopez, qui était le champion IBF de la catégorie, s'empare ainsi des ceintures WBC, WBO et WBA, détenues par son adversaire, invaincu depuis six ans.

Il devient à 23 ans le plus jeune boxeur à détenir ainsi un titre unifié depuis la création de la WBO en 1988.

"Je suis prêt à dominer le monde", a déclaré l'Américain, vainqueur de ses 16 combats en pro (dont 12 par KO).

Il n'a plus perdu depuis sa défaite en amateurs aux Jeux olympiques de Rio qu'il avait disputé sous les couleurs du Honduras en 2016.

Les trois juges lui ont donné la victoire (119-109, 117-111 et 116-112), mais le combat disputé sans spectateurs, en raison des mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a semblé plus serré que ne l'indiquent les scores.

Après une première moitié de combat dominée par Lopez, Lomachenko a haussé le ton dans les derniers rounds mais insuffisamment pour défendre une quatrième fois victorieusement le titre conquis en 2018 aux dépens du Vénézuélien Jorge Linares.

"Je pense avoir remporté le combat", a d'ailleurs déclaré le double champion olympique ukrainien (2008, 2012), qui a quitté immédiatement le ring après l'annonce des scores. "Il a remporté davantage de rounds dans la première moitié du combat. Dans la deuxième moitié, j'ai pris le contrôle. Je ne suis pas d'accord avec les scores".

RUGBY Les All Blacks balayent les Wallabies et mettent une main sur la Bledisloe Cup

La Nouvelle-Zélande a pris une option sur la Bledisloe Cup en battant aisément l'Australie (27-7), dimanche à Auckland, effaçant ainsi les critiques suscitées par le match nul concédé une semaine plus tôt face aux mêmes Wallabies (16-16).

Les All Blacks ont submergé leurs adversaires en seconde période après une première mi-temps équilibrée (10-7 à la pause) lors de la deuxième manche de cette confrontation annuelle entre les deux grands rivaux océaniques.

Pour conserver la Bledisloe Cup, qu'ils détiennent depuis 2003, les Néo-Zélandais n'ont plus qu'à remporter un des deux matches qui opposera les deux équipes lors du Rugby Championship qui doit débuter le 31 octobre en Australie et lors duquel elles affronteront également l'Argentine.

APS

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE D'ATHLÉTISME Possible délocalisation à Oran de la prochaine édition

Le championnat d'Afrique d'athlétisme seniors, prévu en 2021 à Alger, pourrait être délocalisé à Oran, a appris l'APS samedi auprès d'une source à la Fédération algérienne de la discipline.

Le sujet est actuellement en "phase de discussions" au niveau de l'instance fédérale, dont les membres sont "favorables" à l'idée de délocaliser la compétition vers la capitale de l'Ouest du pays, qui était retenue initialement pour l'abriter avant d'avoir opté pour Alger, a-t-on fait savoir. Selon la même source, une proposition dans ce sens devra être soumise prochainement à la Confédération africaine d'athlétisme, "et ce, après l'aval de la tutelle bien sûr". L'éventuelle organisation à Oran du championnat en question, qui était prévu pour juin 2020 avant qu'ils ne soit reporté à l'année suivante à cause de la pandémie du Coronavirus, "devra aider à faire la promotion de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) que va accueillir la même ville en 2023, a-t-on estimé. La réception, au cours du premier trimestre de 2022 du nouveau stade d'Oran de 40.000, doté



d'une piste d'athlétisme dont la pose sera effectuée prochainement, ainsi que du stade d'athlétisme de 4.200, deux équipements relevant du complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir-El Djir (Est d'Oran), favoriserait l'organisation dans ces lieux des prochains championnats d'Afrique

d'athlétisme, plaident pour leur part les spécialistes. De son côté, le comité d'organisation des JM, s'est dit, par le biais de son directeur général, Salim Iles, favorable au déroulement à Oran de manifestations sportives internationales avant le rendez-vous méditerranéen pour en faire une "répétition générale" en prévision des

JM programmés du 25 au 5 juillet 2022. Il est également question de tester les nouvelles infrastructures sportives ou celles ayant subi des travaux de réhabilitation en y organisant des compétitions de haut niveau, comme recommandé par le Comité international des (CIJM), a-t-on encore souligné.

JUDO / GRAND SLAM Plus de 500 athlètes attendus à Budapest

Cinq-cent-dix (510) athlètes sont attendus à Budapest (Hongrie) pour prendre part au Grand Slam, l'un des grands tournois du circuit mondial de judo, a annoncé la Fédération internationale (FIJ) sur son site.

Ces 510 judokas (messieurs et dames) inscrits au programme de la compétition, prévue du 23 au 25 octobre, représentent 75 pays des cinq continents dont l'Afrique qui sera

présente avec 28 athlètes issus de douze pays, en l'absence de l'Algérie qui ne figure pas dans la liste des engagés.

L'Afrique sera représentée par le Kenya (9 judokas), le Maroc (6), le Ghana, le Togo et la Tunisie (2 chacun), l'Angola, le Cameroun, la RD Congo, l'Égypte, le Gabon, Maurice et la Zambie avec un seul représentant. A rappeler que la FIJ avait décidé

dernièrement d'annuler l'autre Grand Slam de Tokyo, prévu en décembre prochain, en raison de l'incertitude persistante autour de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Seize épreuves figuraient initialement au programme 2020 du World Tour mais seules deux avaient pu avoir lieu avant que la saison ne soit interrompue par la pandémie de coronavirus.

MOTO3 - GP D'ARAGON Victoire de l'Espagnol Jaume Masia

Le pilote espagnol Jaume Masia (Honda) a remporté le Grand Prix d'Aragon (Espagne) de Moto3, disputé dimanche sur le circuit du MotorLand, au moment où son compatriote Albert Arenas, 7e dans cette course, a augmenté son avance au championnat du monde.

Masia a devancé le Sud-Africain Darryn Binder (KTM) et l'Espagnol Raul

Fernandez (KTM), parti en pole position et qui monte pour la première fois sur un podium Moto3.

"Je ne m'attendais pas à gagner, mais nous avons beaucoup travaillé ce week-end. Dans la dernière partie de la course, mon pneu arrière était très usé", a déclaré Masia, dont c'est la 2e victoire en Moto3, et qui occupe désormais la 6e place

au classement provisoire du championnat du monde.

Masia permet à Honda de remporter sa 100e victoire dans un Grand Prix moto, toutes catégories confondues, la première remontant à 1961.

Albert Arenas compte désormais 13 points d'avance sur le Japonais Ai Ogura, qui n'a pu faire mieux que 14e dimanche,

et 18 sur l'Italien Celestino Vietti, 9e en Aragon.

Tony Arbolino, lui, n'a pas pu participer à cette course après avoir été identifié comme "cas contact" dans le contexte de la pandémie de coronavirus.

L'Italien conserve toutefois sa 4e place au championnat, mais avec à présent 29 points de retard sur Arenas.

MOTO GP/GRAND PRIX DE TERUEL Valentino Rossi absent dans une semaine

Le champion de moto italien Valentino Rossi sera également absent lors du Grand Prix de Teruel dans une semaine après avoir manqué celui d'Aragon couru dimanche, a annoncé son écurie Yamaha. Rossi, 41 ans et septuple champion du monde dans la catégorie reine, a été testé positif au Covid-19 jeudi et doit observer une période de quarantaine avant de pouvoir revenir sur les circuits. Yamaha a précisé qu'il ne serait pas remplacé à Teruel, ce qui fait que seul son coéquipier Maverick Vinales défendra les couleurs de l'écurie d'usine du constructeur ja-

ponais, comme cela sera déjà le cas lors du Grand Prix d'Aragon. Les deux courses ont lieu sur le même circuit du MotorLand Aragon à une semaine d'intervalle. Michelin, qui équipe le plateau MotoGP, a également annoncé dimanche que l'un de ses techniciens avait été testé positif et placé en isolation ainsi qu'un de ses contacts dans l'équipe du fabricant de pneumatiques français. Avant Rossi, un autre pilote engagé dans le championnat du monde moto, l'Espagnol Jorge Martin, qui court en Moto2, avait été testé positif au Covid-19 et avait été contraint de



manquer deux épreuves. Tony Arbolino, un Italien engagé en Moto3, a lui été identifié comme cas contact et ne participe pas au Grand Prix d'Aragon.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Reprise précoce pour six joueurs

Six joueurs de la JS Kabylie ont repris les entraînements samedi après-midi, soit 48 heures avant le reste du groupe, car "présentant un léger déficit physique" qu'ils doivent combler, avant de poursuivre la préparation, selon la direction des "Canaris".

Il s'agit d'Aziz Benabdi, Juba Aguiieb, Kadour Chérif Chaker, Billel Tizi-Bouali, Oussama Daïbèche et Oussama Derragi, qui suivent ainsi un programme de préparation spécifique au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, avec l'objectif de "se mettre au même niveau" que leurs coéquipiers.

Pour ce qui est des autres joueurs, dont la forme physique a été jugée "satisfaisante" à l'issue du dernier stage bloqué à Akbou (Béjaïa), la reprise se fera lundi après-midi.

A propos de ce stage à Akbou, marqué par le déroulement de trois matchs amicaux, respectivement contre l'équipe de l'AS Sûreté Nationale (ASSN), le NC Magra et l'Olympique de Médéa, l'entraîneur Ya-



men Zelfani s'est dit "globalement satisfait du travail accompli", ajoutant que "les jeunes du cru" qui ont été pris avec les seniors ne avaient "bien profité" aussi.

CHAMPIONNAT GREC - OLYMPIAKOS

Soudani rejoue, huit mois après



L'attaquant international algérien de l'Olympiakos, Hilal Soudani, victime d'une rupture des ligaments croisés en février dernier, a retrouvé la compétition samedi soir, à l'occasion de la 5e journée de Super Ligue grecque de football.

L'ancien fer de lance de l'ASO Chlef (32 ans) a démarré cette rencontre comme remplaçant, et ce n'est qu'à un quart d'heure de la fin qu'il a fait son entrée en jeu.

L'Olympiakos, largement dominant dans son stade Georgios-Karaiskaki, l'a assez facilement emporté contre Atromitos (4-0), grâce notamment à son international marocain Youssef El-Arabi, auteur d'un triplé (51', 82' et 87'), alors que l'autre but a été l'oeuvre de l'Égyptien Koka (65').

LIGUE 1 FRANÇAISE - OLYMPIQUE LYONNAIS

Benlamri convoqué pour le match contre Strasbourg

L'Olympique Lyonnais a annoncé samedi que sa nouvelle recrue, le défenseur international algérien Djamel-Eddine Benlamri est retenu dans le groupe appelé à défier le Racing Club de Strasbourg dimanche, pour le compte de la 7e journée de Ligue 1 française de football.

"Le gardien Anthony Lopes, positif au coronavirus le 9 octobre, sera présent à Strasbourg, tout comme Mattia De Sciglio, Lucas Paqueta et Djamel-Eddine Benlamri" ont annoncé les Gones sur leur site officiel.

Dans sa conférence d'avant-match, l'entraîneur Rudi Garcia avait déclaré que Benlamri n'était "pas encore prêt physiquement", ce qui avait laissé supposer



qu'il n'allait pas le convoquer pour ce match, mais finalement, il a décidé de compter sur lui.

Avant de rejoindre l'OL au dernier jour du mercato

estival, Benlamri était en rupture de ban avec son ancien club, en Arabie saoudite, d'où le déficit physique qu'il présente actuellement. Ce qui n'a pas découragé

Rudi Garcia de le recruter, considérant cet ancien stoppeur de la JS Kabylie comme "un guerrier" qui va sûrement "apporter un plus" à l'arrière-garde lyonnaise.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (DEMI-FINALE ALLER)

Al Ahly s'impose contre le Wydad Casablanca (2-0)

Le club égyptien Al Ahly est bien parti pour obtenir sa qualification pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique après sa victoire 2-0 samedi sur le terrain du Wydad Casablanca en demi-finale aller. Avant les matches retour la semaine prochaine puis la finale prévue le 6 novembre, la deuxième demi-finale offre un autre duel entre clubs de Casablanca et du Caire: le Raja reçoit dimanche Zamalek, dans le même stade Mohammed-V de Casablanca. Al Ahly, club le plus titré de la compétition avec huit trophées, le dernier en 2013, a infligé au Wydad sa première défaite à domicile en 27 matches de Ligue des champions de la CAF, grâce aux buts de Mohamed "Afsha" Magdy (4e) et Ali Maaloul sur penalty (62e).

Les Égyptiens sont bien partis pour prendre leur revanche, après avoir perdu en finale en 2017 contre le club marocain. Les quatre clubs encore en lice ont tous déjà gagné la compétition au moins deux fois. Un d'entre eux va succéder à l'Espérance de Tunis, vainqueur lors des deux dernières saisons.

Résultats des demi-finales aller:

Samedi

Wydad Casablanca (MAR) - Al Ahly (EGY) 0 - 2

Dimanche Raja Casablanca (MAR) - Zamalek (EGY)

Demi-finales retour

Vendredi 23

Al Ahly (EGY) - Wydad Casablanca (MAR)

Samedi 24

Zamalek (EGY) - Raja Casablanca (MAR).

ELIMINATOIRES CAN-2021 / MONDIAL-2022

Le calendrier de la sélection algérienne

Calendrier de la sélection algérienne de football en éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, décalée à 2022 et du Mondial-2022:

CAN-2021

3e et 4e journées : 9-17 novembre 2020

5e et 6e journées : 22-30 mars 2021

Coupe du monde 2022

1re et 2e journées : 31 mai-15 juin 2021

3e et 4e journées : 30 août-7 septembre 2021

5e et 6e journées : 4-12 octobre 2021

Matches barrages : 8-16 novembre 2021.

APS

FRANCE Seulement deux cas positifs au Covid-19 sur les 12 annoncés à Montpellier

Le club français de Montpellier (Ligue 1 de football) a annoncé vendredi soir que la deuxième série de tests menée sur son effectif et son staff n'ont révélé que deux cas positifs au Covid-19 sur les douze cas suspects.

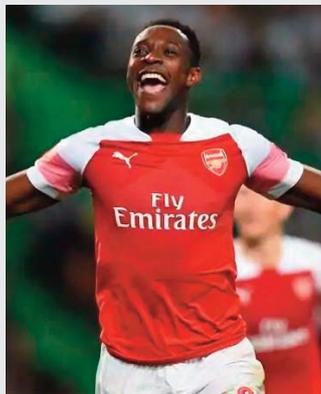
Le MHSC avait annoncé vendredi matin douze tests PCR positifs, dont huit joueurs, faisant craindre un report du match contre Monaco dimanche.

"Les tests complémentaires effectués auprès de l'ensemble du groupe professionnel et du staff ont révélé deux cas positifs (1 joueur et 1 membre du staff).

Les dix autres cas révélés hier (jeudi) soir sont en fait négatifs", informe le club sur son site.

L'attaquant international algérien, Andy Delort, a été finalement testé négatif (après avoir été annoncé positif), car selon RMC, les deux personnes positives sont le défenseur Pedro Mendes et l'entraîneur Michel Der Zakarian.

L'attaquant anglais Danny Welbeck signe libre à Brighton



L'ancien attaquant de Manchester United et d'Arsenal, Danny Welbeck, a signé un contrat d'un an avec Brighton, a indiqué le club de Premier League.

Welbeck était libre de tout contrat depuis octobre et la fin de sa pige à Watford, relégué en deuxième division.

L'international de 29 ans (42 sélections, 16 buts), grand espoir du foot anglais à ses débuts à Manchester United, a passé six saisons avec les "Red Devils", gagnant la Premier League en 2013, avant de signer pour Arsenal en 2014.

En cinq années marquées par les blessures avec les "Gunnners", il a remporté une Coupe d'Angleterre, avant d'évoluer à Watford (2 buts en 18 apparitions en championnat en 2019-2020) et désormais à Brighton, qui va lutter pour son maintien dans l'élite.

ELIMINATOIRES CAN-2021 La CAF propose différentes options pour les 3e et 4e journées

La Confédération africaine de football (CAF) a proposé différentes options pour le déroulement des matchs des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021, prévus durant la fenêtre internationale allant du 9 au 17 novembre, a indiqué samedi la Fédération algérienne (FAF).

Suite aux réunions des 12, 13 et 14 octobre par visioconférence avec les secrétaires généraux des associations nationales participant à la phase de groupes des éliminatoires de la CAN-2021 et de la Coupe du monde 2022, la CAF a proposé "trois options : jouer les deux matchs dans un des deux pays, jouer les deux matchs sur un terrain neutre et une troisième option à discuter", a fait savoir la FAF. La CAF a pris en considération la situation dans chaque pays en ce qui concerne les rencontres et les voyages et a établi des obligations dans le protocole des matchs internationaux, les règles pour la convocation des joueurs et les préparations, le traitement des contentieux avec les clubs et la création d'un groupe de crise pour les matchs. La sélection algérienne de football, championne d'Afrique en ti-



tre, disputera une double confrontation contre le Zimbabwe, les 12 et 16 novembre

à Alger et Harare dans le cadre des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021,

décalée à 2022 au Cameroun en raison de la pandémie de coronavirus.

FRANCE De retour de blessure, Boudaoui (Nice) convoqué face à Saint-Etienne



L'international algérien de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, éloigné des terrains depuis début août à cause d'une blessure au genou, a été convoqué par l'entraîneur Patrick Vieira pour le déplacement dimanche contre Saint-Etienne, comptant pour la 7e journée du Championnat de France de Ligue 1.

L'entraîneur azuréen avait annoncé jeudi dernier le retour aux entraînements de l'Algérien, victime d'une lésion méniscale lors du match amical disputé contre les Slovaques du FK DAC 1904 (6-0) le 4 août, en marge du stage d'intersaison effectué en Autriche.

Boudaoui, qui n'a disputé aucune rencontre de championnat cette saison, avait repris le travail individuel sur le terrain le 18 septembre. L'OGC Nice occupe actuellement la huitième place au classement du Championnat de France avec 10 points, à cinq longueurs des co-leaders Paris SG et Rennes.

ALGÉRIE L'ES Sétif annonce un accord avec le joueur Merbah Messala

L'ES Sétif a trouvé un accord avec le milieu défensif Merbah Messala qui va signer un contrat de deux années en provenance des Tunisiens du CS Chebba, a annoncé jeudi le club de Ligue 1 de football.

"La direction de l'ESS a le plaisir de vous informer qu'un accord a été trouvé avec le joueur du club tunisien CS Chebba, Merbah Messala, pour la signature d'un contrat d'une durée de deux années.

Cette signature interviendra après la visite médicale et le test PCR de ce jour", a écrit l'"Aigle noir" sur les réseaux sociaux.

Selon la même source, Messala rejoindra ses nouveaux coéquipiers vendredi à Annaba, où l'ESS effectue son stage d'intersaison.

Après avoir songé à recruter le Franco-Algérien Rachid Aït-Athmane du CS Sfaxien (Tunisie), l'entraîneur Nabil Kouki s'est ravivé et a jeté son dévolu sur l'ancien joueur de la JS Saoura.

Toutefois, l'opération a été compliquée au vu de la situation de Messala avec le CS Chebba, où il évoluait sur dérogation de la Fédération internationale de football, après avoir refusé d'honorer sa dernière année de contrat avec le club de Béchar.

Il s'était en effet plaint de la JSS à qui il réclamait dix mois de salaires impayés, tandis que cette dernière a demandé au CS Chebba de payer une importante indemnité pour avoir recruté Messala sans lettre de libération.



LUIS SUAREZ ET L'ATLÉTICO FONT LE PLEIN À VIGO

Les trois points pour l'Atlético Madrid. Avec un but de Luis Suarez en tout début de partie, et un autre de Yannick Carrasco dans les arrêts de jeu, les Colchoneros ont disposé du Celta à Vigo (0-2) ce samedi, lors de la sixième journée de la Liga. Toujours invaincu en quatre sorties, l'Atlético grimpe à la quatrième place au classement. Le Celta Vigo est 13e.



CUISANCE : «À L'OM, JE M'ÉCLATE !»

Le joueur prêt avec option d'achat par le Bayern Munich s'est régalé avec l'OM face à Bordeaux samedi soir et le fait savoir.

L'Olympique de Marseille a du attendre la septième levée de championnat pour parvenir à s'imposer dans son enceinte du Vélodrome. Il y est parvenu samedi soir face à Bordeaux, et sa recrue estivale Michaël Cuisance s'est régalé, lui qui avait été titularisé par André Villas-Boas pour ce match et qui a évolué dans un trident offensif avec Benedetto et Thauvin. « On a beaucoup travaillé durant cette trêve et ce premier match nous tenait vraiment à cœur après nos mauvais résultats. C'est vrai que je suis heureux et j'ai retrouvé le sourire parce qu'ici je me sens bien et je suis comblé. On a une super bonne communication, la concurrence est saine, on veut tous se pousser vers le haut pour faire quelque chose de beau cette saison. Je m'éclate de jouer avec eux ! », a confié le joueur prêt par le Bayern Munich au micro de Canal+ au terme du match. Ce succès permet aux Phocéens de grimper provisoirement sur la cinquième marche du classement et de faire le plein de confiance avant la Ligue des Champions.

ZLATAN SE COMPARE À UN LION

Grand artisan de la victoire de l'AC Milan dans le derby face à l'Inter (2-1), samedi, Zlatan a dégainé ses plus belles punchlines au sortir de la rencontre.

Après avoir vaincu le coronavirus en début de semaine, Zlatan Ibrahimovic était de retour à la compétition samedi, pour le derby toujours très attendu entre l'AC Milan et l'Inter Milan, dans le cadre de la 4e journée de Serie A. Auteur d'un doublé, le géant suédois, qui aura marqué de son empreinte ce choc remporté par les Rossoneri (2-1), a prouvé qu'il avait encore et toujours « faim ». Et c'est tout Milan qui se met à rêver plus grand... « J'avais faim, et je l'ai montré »

« Ce derby était très important, un derby que l'AC Milan n'avait plus gagné depuis quatre ans. J'avais faim, et je l'ai montré, à assurément Zlatan au micro de Sky Italia. Non, je n'ai pas eu peur du Covid-19. Je faisais des tests tous les trois jours, mais je ne pouvais pas rater le derby. L'équipe progresse beaucoup, les jeunes s'entraînent bien, ils ont tous faim et envie de gagner. Le titre? « Oui, il y a une chance de gagner le Scudetto. Celui qui y croit peut tout faire. Nous travaillons dans ce sens, puis voyons ce qui va se passer. C'est encore long... »

« Comme un lion avec beaucoup d'expérience »

En deux apparitions cette saison en championnat, l'ancien Parisien de 39 ans a déjà inscrit 4 buts. Comme le bon vin, Zlatan se bonifie avec l'âge. « Je ne savais pas si je devais arrêter ou non, mais Mino Raiola (son agent) m'a dit que c'était trop facile de finir comme ça, a-t-il indiqué. Milan est arrivé et j'y suis allé. Maintenant je me sens comme un lion avec beaucoup d'expé-

Pirlo demande du temps

Privée de Cristiano Ronaldo, la Juventus n'a pu faire mieux que match nul contre Crotone samedi. Andrea Pirlo demande de la patience. La Juventus n'a pu faire mieux qu'un match nul sur le terrain de Crotone samedi soir, dans le cadre de la quatrième journée de Serie A (1-1), notamment à cause de l'expulsion de Chiesa. Andrea Pirlo a analysé la rencontre et demande un peu d'indulgence pour sa formation. « Malheureusement, nous avons fini à dix lors des deux derniers matches à cause de nos erreurs, mais nous sommes une jeune équipe qui a besoin de travailler et il n'y a pas eu beaucoup de temps pour cela avec autant de matches internationaux », a regretté Pirlo au micro de DAZN.



Gareth Bale au cœur d'une nouvelle polémique

Prêt à Tottenham pour la saison, Gareth Bale a enfin trouvé une porte de sortie après avoir passé un long moment sur le banc du Real Madrid. Cependant, l'international gallois pourrait se retrouver au cœur d'une nouvelle polémique après des révélations accablantes...

Gareth Bale pourrait bien se retrouver au cœur d'une nouvelle polémique. Après avoir posé problème aux dirigeants madrilènes pendant de longs mois,

l'international gallois a finalement accepté de quitter le club, et est retourné au sein de l'équipe qui l'a révéélé, à savoir Tottenham. L'ailier des Spurs ne souhaiterait pas revenir au Real Madrid, mais il pourrait encore se retrouver lié aux Merengue une dernière fois cette saison, et ce par une polémique... Ainsi, d'après les informations de la Cadena SER, Gareth Bale aurait été le seul et unique joueur du Real Madrid à avoir refusé la baisse de salaire demandée par les dirigeants du Real Madrid. En effet, les Merengue, durant la pandémie de Covid-19, ont réduit leur salaire de 10%. Cependant, l'international gallois aurait été le seul joueur de l'effectif du Real Madrid à avoir refusé cette demande, ce qui a marqué un véritable point de rupture dans une relation déjà plus que fragilisée entre les Merengue et Gareth Bale.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Report de la réunion du Conseil des ministres en raison du programme chargé du Président Tebboune et du Gouvernement

La réunion périodique par visioconférence du Conseil des ministres, qui devait se tenir ce dimanche, a été reportée en raison du programme chargé du président de la République et du Gouvernement, indique un communiqué de la présidence de la République. "Il a été décidé de repor-

ter la réunion du Conseil des ministres qui devait se tenir aujourd'hui par visioconférence, en raison du calendrier chargé des programmes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du gouvernement, en plus de raisons techniques", précise la même source.

LES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Une marque d'infamie dans l'histoire de l'occupation française (Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, samedi soir à Djelfa, que les manifestations des Algériens à Paris, le 17 octobre 1961, réprimées dans le sang par la police française, demeureront "une marque d'infamie dans l'histoire de la colonisation française". Intervenant sur les ondes de Radio Djelfa, M. Djerad a indiqué que la date du 17 octobre 1961 constituait "une grande et importante halte dans l'histoire de l'Algérie", affirmant que cette date "nous rappelle l'extermination, pure et simple, dont ont été victimes des Algériens sortis manifester pacifiquement pour revendiquer le droit de leur pays à l'indépendance. Elles resteront une marque d'infamie" dans l'histoire de la colonisation française, a-t-il ajouté dans ce sens. Soulignant que ces sacrifices n'avaient pas été vains et que l'Algérie a pu, grâce à ces Chouhada et Moudjahidine, recouvrer sa souveraineté nationale et elle est, aujourd'hui, fière de ses capacités et de sa jeunesse", a ajouté M. Djerad. Par ailleurs, et concernant les zones d'ombre, le Premier ministre a réitéré "la forte volonté politique" du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant à la prise en charge des popula-

tions de ces régions. Rappelant que le Président Tebboune avait "une parfaite connaissance de la réalité algérienne", il a soutenu que "la prise en charge des zones d'ombre est au cœur des programmes stratégiques du Président de la République et du Gouvernement". S'agissant de la prochaine rentrée scolaire, M. Djerad a déclaré que "le Gouvernement a fait, depuis le début de la pandémie de Coronavirus, un énorme travail qui a permis de réaliser des résultats satisfaisants", évoquant "un protocole sanitaire rigoureux au niveau des établissements éducatifs pour protéger les élèves des trois paliers d'enseignement". Exhortant, à ce propos, les parents d'élèves à "la vigilance préventive", le Premier ministre a plaidé pour "la poursuite de la solidarité entre citoyens en vue de la protection de nos enfants". Le Premier ministre qui a tenu à souligner que sa sortie s'inscrit dans le cadre de ses visites de travail et d'inspection nullement dans le cadre de la campagne référendaire, a indiqué, au sujet du projet d'amendement de la Constitution que "ce document découle de la Déclaration du 1er novembre 1954, qui a jeté le fondement de l'Etat algérien moderne". "C'e-

st également une halte à ne pas oublier contre le despotisme et l'autoritarisme, dont a souffert l'Algérie durant des années, du fait du monopole, de la marginalisation et de la corruption", a-t-il estimé affirmant que "le Hirak populaire, authentique et béni, qui est le couronnement du tout le parcours du peuple algérien, a permis de préserver la patrie et la Constitution". A travers cette Constitution, le Président Tebboune vise l'édification de l'Algérie nouvelle et des institutions fortes, régies par la justice sociale, a-t-il soutenu. Soulignant que la conjoncture actuelle impliquait d'assurer, aux jeunes, toutes les potentialités, le Premier ministre a précisé que l'objectif de l'amendement de la Constitution "est d'asseoir un Etat de droit et un équilibre entre les pouvoirs". Il vise, en outre, a-t-il ajouté à faire de l'administration un levier de soutien à l'initiative et l'investissement réel. "La philosophie du projet d'amendement de la Constitution véhicule une véritable vision prospective et le choix de la date du 1er novembre pour la tenue du référendum porte une forte signification quant à l'impératif retour à la source de la Révolution", a conclu M. Djerad.

HABITAT

Djerad : "Le Président de la République décide d'affecter 300 logements sociaux supplémentaires à la wilaya de Djelfa"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a annoncé, samedi depuis Djelfa, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant affectation de 300 logements sociaux supplémentaires à cette wilaya steppe. Lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile au terme de sa visite dans la wilaya de Djelfa, M. Djerad a annoncé une série de décisions importantes du Président Tebboune au profit de cette wilaya, dont l'affectation de 300 logements supplémentaires à caractère social et locatif, l'octroi au profit de cette wilaya de 700 aides dans le cadre du renforcement de l'habitat rural. La wilaya de Djelfa a bénéficié d'une enveloppe financière de 400 millions de dinars pour la prise en charge d'une série de préoccupations liées à l'amélioration du cadre de vie des citoyens (électricité-routes et projets de réalisation d'écoles), a ajouté M. Djerad. Le Premier ministre a évoqué certains projets qu'il a eu à visiter cette journée, précisant qu'il s'agit d'im-

portants acquis de développement, notamment la pose de la première pierre de réalisation d'un centre de lutte contre le cancer, ce qui traduit l'engagement du Président Tebboune envers la population de Djelfa". Il a salué le rôle de la société civile qui constitue "un outil de développement et une force agissante et positive pour l'édification de l'Algérie", précisant que les préoccupations soulevées "sont pratiquement les mêmes dans la majorité des wilayas et leur prise en charge nécessite une réflexion nationale", qualifiant la rencontre avec les représentants de la société civile de "consolidation de la démocratie participative". "Nous sommes là pour renforcer le mécanisme de communication directe", a-t-il ajouté. Le Premier ministre est intervenu, rappelle-t-on, sur les ondes de la radio locale pour mettre en avant les différents aspects liés au développement et parler de thèmes inhérents au référendum du 1er novembre sur la révision de la Constitution.

COMMUNICATION-MÉDIAS

La "violence expressive" via les réseaux sociaux est "inadmissible" et "menace" le tissu social national (Belhimer)

La "violence expressive" véhiculée par les réseaux sociaux est "inadmissible" et "menace" le tissu social national, a affirmé samedi le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, assurant que son département ministériel saisira la justice "chaque fois que de besoin".

"Le poids des nouvelles technologies de communication ne fait point de doute. Il reste à connaître la qualité du message qui est, malheureusement, à bien des égards peu enviable. La violence expressive+ qui se déverse sur nos réseaux sociaux est inadmissible et menace le tissu social de banalisation de l'incivisme, de brutalisation et d'ensauvagement+, imposant ce que d'aucuns ont appelé une +démocratisation de la méchanceté+ et d'autres +passions tristes+", a déploré le ministre dans un entretien accordé à l'APS.

Abordant l'impact du foisonnement des fake news sur les réseaux sociaux et dans la presse électronique, il s'est référé aux résultats d'un sondage réalisé par Immarr en avril 2019, selon lesquels 18 millions d'Algériens sont quotidiennement exposés aux chaînes de télévisions, 17 millions à Internet, 15,5 millions aux médias sociaux, 3 millions aux radios et, enfin, 2,6 millions sont des lecteurs.

Tout en s'opposant à la "banalisation et à la légitimation de la violence, sous quelque forme que ce soit, dans le débat public, où qu'il se déroule et quel que soit son enjeu", M. Belhimer a indiqué que cette violence donnait libre cours aux "trolls", rappelant qu'il s'agit d'une expression désignant "les internautes plus ou moins malveillants dont l'objectif est de +pourrir+ des

filis de discussion en générant artificiellement des polémiques".

"Au-delà du +trolling+ et de l'agressivité comme registre d'expression, que l'on pourrait réunir sous le terme de +incivilités+, le cyber-harcèlement militant et les discours de haine, même s'ils sont punis par la loi, en raison des dommages psychologiques qu'ils peuvent occasionner chez leurs victimes, ont également des effets néfastes sur le débat public et peuvent être considérés comme des atteintes au pluralisme démocratique, car engendrant des phénomènes de censures collectives et d'autocensure qui appauvrissent le débat", poursuit le ministre. Tout en qualifiant ces produits informationnels motivés par l'argent de "particulièrement nocifs", le Porte-parole du Gouvernement a estimé que le dispositif répressif mis en Algérie pour lutter contre ce phénomène "n'est pas plus sévère que d'autres", rappelant que la loi n 20-05 du 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et les discours de haine comprend 48 articles, répartis en 7 chapitres, traitant des mécanismes de prévention contre la discrimination et les discours de haine.

De même que ladite loi stipule des règles procédurales ainsi que tout ce qui se rapporte aux dispositions pénales, à la coopération judiciaire et aux peines définitives, détaille-t-il encore, avant de rappeler la disposition prévoyant "une peine d'emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans et une amende de 200.000 DA à 500.000 DA, pour quiconque produit, fabrique, vend, propose à la vente ou à la circulation des produits, des marchandises, des imprimés, des enregistrements, des films, des cassettes,

des disques ou des programmes informatiques ou tout autre moyen portant toute forme de discours pouvant provoquer la commission des infractions prévues par la loi". Ces dispositions, a-t-il commenté, s'ajoutent au nouveau dispositif d'incrimination et de répression de la diffusion et de la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques, citant l'amendement de l'article 196 b is du code pénal qui prévoit de punir "quiconque volontairement diffuse ou propage, par tout moyen, dans le public des nouvelles ou informations, fausses ou calomnieuses, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, compte tenu de l'effroi qu'ils sèment au sein des citoyens et du climat d'insécurité qu'ils génèrent dans la société". Interpellé sur le rôle du département qu'il dirige, quant au respect du droit, son premier responsable rétorque en ces termes : "Le ministère de la communication ne peut pas se taire devant les publications électroniques nauséabondes attentant à l'honneur et à la dignité des responsables de l'Etat et saisira la justice chaque fois que de besoin pour que les sanctions les plus sévères soient prononcées contre leurs auteurs". Face aux dérives d'une "presse de caniveau", explicite-t-il encore, la loi l'article premier du décret exécutif n 11-216 du 12 juin 2011 fixant ses attributions officielles ordonne ceci : "Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son plan d'action, approuvés conformément aux dispositions de la Constitution, le ministre de la Communication exerce ses attributions sur l'ensemble des activités liées à la promotion, la consolidation de la démocratie et de la liberté

d'expression ainsi qu'au développement de la communication".

"En l'espèce, il s'agit des atteintes à la liberté d'expression bien comprise, dans le strict et absolu respect de la vie privée, du droit à l'image, du secret de la correspondance de l'honneur et de la dignité des citoyens. En tant que Porte-parole du gouvernement, je suis tenu à la solidarité gouvernementale, ce qui m'autorise à recourir aux articles 144 et 146", argumente-t-il, considérant, par ailleurs, que "le recours récurrent à la norme juridique émane de notre conviction que le mépris de la caution juridique et la violation de la règle de droit, ou encore la non-exécution des décisions de justice, y compris - peut être bien plus - par notre corporation car elle est tenue de donner l'exemple - sont antinomiques avec l'Etat de droit que nous aspirons à construire".

M. Belhimer souligne, à ce propos, que "les premiers chantiers du secteur portent sur le rapatriement des activités de communication sous l'empire du droit, qu'il s'agisse des sites électroniques, des agences de communication, de la publicité ou encore des chaînes de télévision dites +thématiques+, en dehors de l'action visant un exercice apaisé du métier de journaliste qui conjugue liberté et responsabilité". "Le réflexe, fortement ancré, du mépris de la règle de droit et son corollaire, la sous-estimation, de la caution juridique ont tendance à pousser des minorités actives à prendre des raccourcis autoritaires qui peuvent créer des situations de rupture dommageables et despotiques", déplore le ministre, en guise de conclusion.